

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

DE L'OBLIGATION
POUR LES
JURIDICTIONS RÉPRESSIVES DE DROIT COMMUN
DE
MOTIVER LEURS DÉCISIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT
présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de Lyon
le 22 juin 1914, à 15 heures

PAR
PIERRE THÉVARD
AVOCAT
LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON



CHAMBÉRY
IMPRIMERIE F. GENTIL, RUE CROIX-D'OR, 4

—
1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

MM.

THALLER, , I. , professeur honoraire.

AUDIBERT, , I. , professeur honoraire.

JOSSERAND, I. , Doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. , , professeur de Droit criminel, Correspondant de l'Institut.

APPLETON Charles, , I. , professeur de Droit romain.

COHENDEY, O. , I. , , professeur de Droit commercial.

PIC, I. , professeur de Droit international public.

APPLETON Jean, I. , professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. , professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. , professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. , professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

BROUILHET, I. , professeur d'Économie politique.

HUVELIN, I. , professeur de Droit romain, assesseur du Doyen.

LÉVY, I. , professeur de Droit civil.

GONNARD, I. , professeur d'Histoire des Doctrines Économiques et d'Économie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. , professeur de Procédure civile.

PICARD, agrégé, chargé d'un Cours de Droit civil.

BECQ J., I. , secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

M. GARRAUD, *professeur, Président.*

MM. LAMBERT, *professeur,* {
LÉVY, *professeur,* { *Assesseurs*

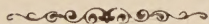
La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

DE L'OBLIGATION
POUR LES
JURIDICTIONS RÉPRESSIVES DE DROIT COMMUN
DE
MOTIVER LEURS DÉCISIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT
présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de Lyon
le 22 juin 1914, à 15 heures

PAR
PIERRE THÉVARD
AVOCAT
LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON



CHAMBÉRY

IMPRIMERIE F. GENTIL, RUE CROIX-D'OR, 4

—
1914



A la mémoire de ma Mère et de mon Frère,

A mon Père,

A ma Sœur.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Archives parlementaires. — Recueil imprimé sous la direction de MM. MAVIDAL et LAURENT, 1862.

Pierre Ayrault. — Ordre, formalité et instruction judiciaire, dont les anciens Grecs et Romains ont usé es accusations publiques, conféré au stil et usage de nostre France, 3^e édition, 1604.

Francisci Baconi..... opera, Londres, 1638.

Philippe de Beaumanoir. — Coutumes de Beauvaisis, texte critique publié par A. SALMON, 1900.

Bertauld. — Cours de Code pénal, 4^e édition, 1873.

Boncenne. — Introduction à l'étude de la procédure civile, 2^e édition, 1827.

Boncenne. — Théorie de la procédure civile, 2^e édition, 1840-1863.

Bonneville de Marsangy. — Amélioration de la loi criminelle, 1864.

Bougon. — De la participation du jury à l'application de la peine, thèse, 1900.

E. Bouvier. — De l'institution du jury, 1887.

Du Boys. — Histoire du droit criminel de France, 2^e édition, 1865.

Brillon. — Dictionnaire des arrests ou jurisprudence universelle des Parlements de France, nouvelle édition, 1727.

Carnot. — De l'instruction criminelle, 2^e édition, 1829.

P. de Chauveron. — Du pouvoir de contrôle de la Cour de Cassation sur la qualification criminelle, thèse, Paris, 1908.

Chénon. — Origine, conditions et effets de la Cassation, Paris, 1882.

Code d'instruction criminelle autrichien, traduit et annoté par MM. BERTRAND et LYON-CAEN.

Code de procédure criminelle espagnol, traduit et annoté par MM. VERDIER et DESPEIGES.

Code de procédure pénale allemand, traduit et annoté par M. DAGUIN.

Code de procédure pénale italien.

Code pénal espagnol.

Corpus juris civilis, édition de MM. MOMMSEN, KRUEGER, SCHÖLL et KROLL, 1908.

Cruppi. — Le jury et l'échevinage (*Revue pénitentiaire*, 1899).

Esmein. — Histoire de la procédure criminelle en France et spécialement de la procédure inquisitoire depuis le XIII^e siècle jusqu'à nos jours, 1882.

Fabreguettes. — La logique judiciaire et l'art de juger, 1914.

Faustin Hélie. — Traité de l'instruction criminelle, 1845-1860.

Garçon. — Code pénal annoté, 1901-1911, art. 1 à 463.

Garçonnet. — Traité théorique et pratique de procédure civile, 2^e édition, 1898-1904.

Garraud. — Précis de droit criminel, 10^e édition, 1909.

Garraud. — Traité théorique et pratique de droit pénal, 2^e édition, 1898-1902.

Garraud. — Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale, 1907-1912, 3 vol. parus.

Gineste. — Essai sur l'histoire et l'organisation du jury criminel, 1896.

P.-F. Girard. — Manuel élémentaire de droit romain, 5^e édition, 1911.

Corentin Guyho. — Les jurés, « maîtres de la peine », 1908.

Henrion de Pansey. — De l'autorité judiciaire en France, 3^e édition, 1827.

Imbert. — Pratique judiciaire tant civile que criminelle reçue et observée par tout le royaume de France, 1625.

Jousse. — Administration de la justice criminelle en France, Paris, 1771, 2 vol.

Jousse. — Traité de la justice criminelle en France, 1771.

La Roche-Flavin. — Treize livres des Parlements de France, 1617.

Level. — Une réforme nécessaire (*Revue de métaphysique et de morale*, 1901).

Locré. — Législation civile, commerciale et criminelle, 1827-1832.

Loubat. — La crise de la répression (*Revue politique et parlementaire*, 1911).

- Loubat.** — Programme minimum de réformes pénales (Revue politique et parlementaire, 1913).
- Loubat.** — Rapport présenté au IV^e Congrès national de droit pénal, Grenoble, 1912.
- Mangin.** — De l'instruction écrite, 1847.
- Caroli Molinœi.** . . . *omnia quæ extant opera, ed. noviss.*, 1681.
- Mommsen.** — Le droit pénal romain, traduit de l'allemand par F. DUQUESNE, 1907.
- Montesquieu.** — Esprit des lois, 1748.
- Muyart de Vouglans.** — Institutes au droit criminel, 1768.
Ordonnances des Rois de France. Académie des sciences morales et politiques.
- Rambaud.** — Des décisions rendues avant-dire droit par les juridictions de répression, thèse, 1912.
- Rousseau de la Combe.** — Traité des matières criminelles suivant l'ordonnance du mois d'août 1670, 6^e édition, 1771.
- Tellier.** — Procédure criminelle en droit romain, thèse, 1878.
-

INTRODUCTION

L'article 7 de la loi du 20 avril 1810, *sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice*, énumérant les diverses conditions requises pour la validité des arrêts rendus par les Cours impériales, porte, dans sa partie finale : « les arrêts... qui ne contiennent pas les motifs sont déclarés nuls ».

Ce texte ne vise expressément que les Cours d'appel ; mais, par un effort constant de la jurisprudence, son domaine d'application s'est élargi. La règle qu'il édicte a, peu à peu, acquis un caractère d'ordre général et elle s'est imposée à la plupart des juridictions, aussi bien d'exception que de droit commun, tant civiles que pénales.

Une telle extension ne saurait surprendre. L'obligation pour le juge de motiver sa sentence nous apparaît, en effet, comme constituant la plus haute garantie que la loi puisse donner à la fois au justiciable et au magistrat : en même temps que sa décision, le juge livre à la critique de tous les raisons qui l'ont inspirée. Il permet ainsi à quiconque de contrôler ses affirmations, de vérifier l'exactitude de ses appréciations, la justesse de ses raisonnements, le mérite de son interprétation de la loi. — Moyen le plus sûr, pour lui, d'échapper au

fâcheux soupçon d'arbitraire ; moyen le plus sûr aussi de donner à son œuvre l'autorité indispensable.

A notre époque de libre examen, la règle, énoncée par l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, semble n'être que la consécration d'une nécessité évidente. Aisément, nous serions portés à penser qu'elle dut exister dès le jour où, dans une société organisée, un juge reçut mission d'appliquer la loi. Il n'en est rien cependant, et une rapide étude historique suffira pour nous convaincre que nous sommes en présence d'une innovation due au législateur moderne.

En droit romain — du moins en ce qui concerne les juridictions répressives, les seules qui feront l'objet de notre travail — nous ne trouvons aucun texte imposant au juge l'obligation de motiver ses décisions.

Il semble bien, cependant, que, dans la pratique, les juges romains avaient coutume de donner les motifs de leurs sentences. C'est même, croyons-nous, la seule conclusion que l'on puisse tirer, avec certitude, d'un passage du Digeste invoqué parfois à l'appui d'une opinion différente (1). Ainsi que le constate Mommsen, (2) « le jugement a dû, habituellement, indiquer tant le « délit commis que la peine encourue. Quant aux motifs « de la décision, nécessairement écartés dans la procédure du jury, ils peuvent être mentionnés dans la

(1) Dig. 1, § 1, XLIX, VIII, *Quæ sententiæ sine appellatione rescindantur*.

(2) MOMMSEN : *Droit pénal romain*, tome II, p. 127.

« sentence du magistrat, mais cela n'est pas nécessaire ».

Done, simple faculté pour le juge, faculté dont, peut-être, il était fait couramment usage ; mais nulle obligation (1).

Recherchons maintenant quels principes furent suivis dans notre ancien droit français.

L'ordonnance du 11 mars 1344 (2), citée par quelques auteurs, ne contient aucune disposition précise concernant les motifs des jugements. — Une ordonnance du 3 août 1374 (3) est plus intéressante, quoiqu'elle ne vise qu'un cas tout spécial : elle prescrit aux juges de motiver les jugements interlocutoires, susceptibles d'appel. Ainsi que le fait remarquer M. Garsonnet (4), « cette mesure s'explique suffisamment par le caractère particulier de ces jugements. Ils peuvent être frappés d'appel avant le jugement définitif, parce qu'ils préjugent le fond, et on comprend que, dans le temps même où les jugements définitifs pouvaient n'être pas motivés, les juges fussent tenus de motiver leurs jugements interlocutoires, pour faire connaître aux parties l'étendue du préjugé qui en résultait et les édifier ainsi sur l'intérêt qu'elles pouvaient avoir à en appeler immédiatement ».

(1) GARSONNET : *Traité théorique et pratique de Procédure civile*, tome III, p. 514.

(2) *Ordonnances des Rois de France*, tome II, p. 219.

(3) Id. id. tome VII, p. 23.

(4) GARSONNET : *Op. cit.*, tome III, p. 204.

Brillon (1) cite encore un arrêt du Parlement de Paris de 1552, enjoignant aux juges royaux et seigneuriaux d'exprimer dans leurs jugements « la cause expresse et spéciale d'iceux ». Mais il ajoute qu'une ordonnance, dont il n'indique d'ailleurs pas la date, ne prescrivait pas et défendait même de motiver les jugements. Enfin, d'après Jousse, tout était laissé à l'appréciation des juges, libres de donner ou non des motifs : « s'ils veulent le faire, cela dépend d'eux » (2).

Il est difficile de déterminer la jurisprudence qui fut suivie à cet égard. Dans un arrêt de 1327, rapporté par Dumoulin (3) et traduit par Henrion de Pansey (4),

(1) *Jurisprudence des arrêts, V^o Jugement*, n^o 68, p. 926.

(2) JOUSSE : *Administration de la Justice*, tome II, p. 34.

(3) DUMOULIN : *Omnia quæ extant opera*, tome II, p. 658, N^o 81 de la 7^e partie : *Formulæ arrestorum et recentia arresta supremi senatus parisiensis*, du traité : *Stilus antiquus supremæ curiæ amplissimi ordinis parlamenti parisiensis*.

(4) HENRION DE PANSEY : *De l'autorité judiciaire en France* (1827), tome I, p. 245. L'arrêt de 1327 est ainsi traduit : « Un bastard, nommé Thomas, est décédé sans enfants, mais laissant un testament. Les gens du fisc réclament sa succession au nom du Roi, sur le motif que l'usage et la coutume privent les bastards du droit de tester. — Les exécuteurs testamentaires du défunt nient l'existence de la coutume, invoquée par les gens du fisc, et soutiennent qu'à l'égard des testaments, comme à l'égard des donations entre vifs, les bastards usent du droit commun. — Attendu que les gens du fisc n'ont pas établi l'existence de la coutume sur laquelle ils fondent leurs prétentions, *quia curiæ non constitit, de consuetudine, pro jure regis allegatæ*. Attendu qu'il est à la connaissance de la Cour que les bastards ont la disposition de leurs biens, conformément aux règles du droit commun ; *curia extitit sufficienter informata* . . . La demande des gens du fisc est rejetée et le testament déclaré valable. »

nous trouvons nettement exposés les faits de la cause, les demandes et moyens des parties et les motifs de décider, précédant la décision elle-même. Toutefois il serait téméraire d'en conclure à un usage général. Si cet usage exista à une certaine époque, il disparut bientôt. « Convient entendre qu'en matière criminelle il « faut déclarer pour quel crime on condamne l'accusé, « et qu'ainsi l'observe la Cour du Parlement de Paris, « à tout le moins en général ; toutefois, les juges royaux « ne le gardent point ; ains mettent par leur sentence « cette clause « pour la punition et réparation des cas « dont il est trouvé atteint et convaincu par le pro- « cès. » (1)

Au xviii^e siècle, les juges s'abstiennent de motiver ; et nous en trouvons la preuve dans La Roche-Flavin : « Les juges, anciennement, avaient coutume d'insérer, « dans leurs jugements, la cause ou motif de la condam- « nation ou absolution, mais aujourd'hui (1617), cela « n'est en usage, et les arrêts et sentences ne contien- « nent que ce qui est ordonné simplement, sans autre « raisonnement, soit au civil, soit au criminel » (2).

Au dire de Jousse, seules les juridictions supérieures s'étaient affranchies de l'obligation de motiver : « Les « sentences ou jugements de condamnation doivent « faire mention de la cause et des motifs du jugement,

(1) IMBERT : *Pratique judiciaire*, tome III, chapitre XX, N° 6.

(2) LA ROCHE-FLAVIN : *Treize livres des Parlements de France*, livre 13, chap. 61, § 28, page 829.

« surtout dans les crimes capitaux, et, à cet effet, les
 « juges sont tenus de les spécifier dans leurs jugements
 « et d'insérer tout au long les faits et toutes les circons-
 « tances du délit dont l'accusé se trouve convaincu.
 « Mais cette règle ne regarde à proprement parler que
 « les juges inférieurs, tant royaux que subalternes et
 « autres, qui jugent à la charge de l'appel ; et il leur est
 « défendu de prononcer en ces termes « pour les cas ou
 « causes résultant du procès. — Ainsi jugé par les arrêts
 « des 24 février 1640. . . . » (Suit une longue liste d'ar-
 rêts.) — « La même règle a lieu à l'égard des Officiaux
 « et autres juges d'Eglise ; et c'est une maxime cons-
 « tamment reçue au Parlement de Paris et soutenue
 « par Messieurs les Gens du Roi, toutes les fois que
 « l'occasion s'en est présentée sur des appels comme
 « d'abus des sentences d'Officiaux, que les juges
 « d'Eglise sont tenus d'exprimer en détail, dans leur
 « sentence, les différents chefs d'accusation dont l'ac-
 « cusé se trouve convaincu. Plusieurs arrêts ont dé-
 « claré des sentences d'Officiaux abusives parce qu'elles
 « avaient déclaré seulement les accusés atteints et
 « convaincus des crimes à eux imputés, sans spécifier
 « ces crimes en particulier, et cela sur le fondement
 « que les Officiaux n'étant pas compétents pour connaî-
 « tre de toutes sortes de crimes, ils doivent spécifier
 « ceux dont ils ont connu, afin qu'on puisse voir, à la
 « lecture du jugement, s'ils n'ont point entrepris sur la
 « juridiction séculière et s'ils n'ont point instruit et

« jugé des accusations de crimes privilégiés, sans appeler le juge royal (Arrêt du 19 mars 1712.).

« A l'égard des Cours et autres juges supérieurs, elles ne sont point astreintes à cette règle. » (1)

Ce commentaire de la jurisprudence fait par Jousse ne manque pas d'intérêt. Il met nettement en relief le but poursuivi par les juridictions supérieures. Si elles imposaient aux tribunaux inférieurs l'obligation de motiver leurs décisions, c'était afin de pouvoir vérifier si les règles de compétence n'avaient pas été méconnues et s'il n'y avait pas eu empiètement sur les attributions dévolues à d'autres juridictions. Peut-être le souci de sauvegarder certains intérêts fiscaux n'était-il pas étranger à cette exigence.

Les inconvénients que présentait une telle jurisprudence n'étaient point passés inaperçus. Déjà, au ^{xiii}e siècle, Beaumanoir demandait que les jugements fussent motivés (2). Plus tard, Bacon exprimait le même vœu (3)

(1) JOUSSE : *Traité de la Justice criminelle de France*, 1771, tome II, page 650.

(2) BEAUMANOIR : *Coutumes de Beauvaisis*, chapitre LXVII, § 1916, « doncques ne doit l'en pas tout recorder ; ainçois soufist se cil qui prononce le jugement dit en ceste manière : « Pierres et Jehans ple-doient ensemble seur la saisine d'un tel éritage. Or, seur tele chose — et doit bien dire la chose seur quoi li ples est — chascune partie ont proposées resons pour soi ; leurs resons oïes et apuiées en jugement, nos disons par droit que Jehans en portera la saisine ou la propriété, de ce dont ples estait. »

(3) BACON : *Tractatus de augmentis scientiarum*, liber octavus, caput III. Exemplum tractatus de justitia universali. T. I. Aph. 38.

et Muyart de Vouglans posait en principe que « le juge
« doit faire mention expresse du crime qui fait le titre
« et l'objet de la plainte afin que l'accusé et le public
« puissent savoir ce qui a fait le sujet de la condamna-
« tion et des poursuites » (1).

Dans le préambule d'un édit du 8 mai 1788, Louis XVI, après avoir approuvé l'usage, depuis longtemps suivi, de faire imprimer et afficher les arrêts en matière criminelle, ajoute : « Mais plusieurs de nos Cours ont
« restreint l'influence d'un usage aussi salulaire en adop-
« tant, dans leurs arrêts, une formule vague, qui, sans
« articuler précisément le crime, ne motive les juge-
« ments que sur les seuls « cas résultant du procès ».
« D'où il suit que nos peuples peuvent quelquefois
« ignorer les causes de ces condamnations, qui, en
« mettant la peine à la suite du délit, doivent toujours
« montrer le délit à côté de la peine ».

Ce n'était là, du reste, qu'une vaine expression de regret. Jamais, jusqu'à la Révolution, ne fut formellement édictée l'obligation, pour les tribunaux, de motiver leurs sentences.

Comment expliquer la longue persistance d'errements aussi défectueux ?

On a prétendu que nos anciens magistrats étaient imbus de cette idée que la justice gagne en prestige à être

(1) MUYART DE VOUGLANS : *Institutes au droit criminel*, 7^e partie, chap. I, § 2, p. 258.

plus mystérieuse. « On fait de la justice », dit Pierre Ayrault, « comme des saints et sacrés mystères qui ne se communiquent qu'aux prestres. » (1) Donner les motifs d'un jugement ne serait-ce point risquer d'en amoindrir l'autorité ? « Prouver que j'ai raison serait « accorder que je puis avoir tort » (2) ; et, plus simplement encore, Jousse observe : « Il vaut mieux ne pas « déclarer les motifs, afin de ne pas donner lieu à des « chicanes de la part de celui qui aura perdu sa « cause » (3).

D'autres considérations nous paraissent plus décisives :

Tout d'abord, il n'y eût longtemps chez le juge nulle préoccupation du contrôle de l'opinion. La procédure était secrète et les peines arbitraires. Comment le magistrat eût-il pris le souci de justifier sa décision envers le public ?

D'autre part, les Parlements avaient usurpé sur les attributions du pouvoir central. Ils s'étaient arrogé le droit de réglementer.... A qui eussent-ils rendu des comptes ? Juges devenus législateurs, ils affectaient de « parler le langage des lois et de laisser tomber les oracles de leur justice » (4).

Enfin, et surtout, une législation incertaine, s'alimen-

(1) Pierre AYRAULT : *L'ordre, formalité et instruction judiciaire*, livre III, art. 3, n° 21.

(2) BEAUMARCHAIS : *Le Mariage de Figaro*.

(3) JOUSSE : *Traité de la Justice criminelle*, 1771, t. II, p. 650.

(4) BONCENNE : *Théorie de la procédure civile*, 2^e édition, page 436.

tant aux sources les plus diverses, rendait singulièrement difficile une « motivation » en droit. Ayant quelque peine à se reconnaître dans un chaos de coutumes, d'ordonnances, d'édits, le juge eût été souvent fort embarrassé pour exprimer en formules nettes son interprétation de la loi.

Quoiqu'il en soit, les cahiers des Etats Généraux attestent combien était unanime le désir de voir cette jurisprudence se modifier. De toutes parts, on demande que les juges soient tenus de motiver leurs sentences (1). Le clergé de Reims y voit « un frein pour l'injustice et l'oppression ». — Selon le tiers état d'Amiens, ce sera « un moyen de réduire et d'abrégér les procès et de faire disparaître la contrariété apparente des jugements ». — D'après la noblesse de Perpignan, on rendra ainsi « la justice plus instructive » et le tiers état de Digne y trouve même « une consolation pour celui qui est jugé » (2).

Satisfaction fut donnée à ces doléances. L'article 22 du décret des 8-9 octobre - 3 novembre 1789, *sur la réformation de la justice criminelle*, porte : « Toute « condamnation afflictive en première instance ou en « dernier ressort exprimera les faits pour lesquels « l'accusé sera condamné sans qu'aucun juge puisse

(1) ESMEIN. — *Histoire de la procédure criminelle en France* (1882), page 401.

(2) *Archives parlementaires*, 1^{re} série, tomes I à VI.

« jamais employer la formule : « pour les cas résultant
« du procès ».

L'article 15 du titre IV de la loi des 16-24 août 1790 consacre de nouveau ce principe et le formule en des termes plus généraux : « La rédaction des jugements, « tant en appel qu'en première instance, comprendra... « 3° le résultat des faits obtenus ou constatés par l'ins-
« truction ; et les motifs qui ont déterminé le jugement « seront exprimés ».

L'obligation, pour le juge, de donner les motifs de sa décision, va devenir une des règles fondamentales de notre droit. L'article 208 de la Constitution du 5 fructidor an III énonce : « les jugements... sont motivés ». L'article 162 du Code du 3 brumaire an IV édicte une disposition identique : « le tribunal motive son jugement ». L'article 141 du Code de procédure civile, l'article 163 du Code d'instruction criminelle ne sont que des applications du principe dont la sanction est écrite dans l'article 7 de la loi du 20 avril 1810.

Les jugements seront motivés. — Il n'y aura point là seulement un moyen de prévenir l'arbitraire du juge, de sauvegarder les droits de la défense, de permettre à l'opinion publique d'exercer librement son droit de contrôle (1). Le principe nouveau cadre avec une institution nouvelle, qui, sans lui, ne se comprendrait pas.

(1) La confiance qu'inspire un jugement ne saurait plus désormais résulter des affirmations de l'autorité, quelle que soit son apparente compétence... elle exige une démonstration raisonnée... Malgré

Les Assemblées révolutionnaires ont doté la France d'un bienfait inappréciable : l'unité de législation ; et un tribunal suprême a été créé, qui assurera l'uniformité d'interprétation de la loi.

Juge de droit et non de fait, la Cour de Cassation a pour mission exclusive de vérifier l'exacte application de la loi. Ainsi que le disait M. le Procureur général Baudoin, dans ses conclusions sur un arrêt du 1^{er} mai 1903 : « Nous ne sommes pas un troisième degré de « juridiction, et nous devons juger les arrêts et non les « faits, de telle sorte que nous sommes liés par les « constatations des juges du fond, et que, quelque sur- « prise qu'elles puissent parfois nous causer, si nous les « comparons aux données de l'information que nous « n'avons même pas, du reste, le droit de consulter, « nous devons tenir pour constants et démontrés les « faits, absolument dénaturés, mais souverainement « constatés. »

C'est dans l'arrêt ou le jugement lui-même, que la Cour de Cassation doit trouver tous les éléments néces-

des apparences contraires, l'idée de justice a fait d'énormes progrès à notre époque ; et c'est précisément sous cette influence que les autorités et leurs actes ont été le plus âprement discutés. — Si ces autorités veulent reconquérir le respect qu'on doit leur souhaiter... il faut qu'elles fournissent la preuve qu'elles ne se sont décidées qu'après s'être entourées des plus sérieuses précautions contre l'erreur et que leur sentence est à l'abri de toute suspicion. (Extrait d'une pétition adressée à la Chambre des Députés en 1901. — Docteur Oyon, *Grande Revue*, n° du 10 novembre 1913.)

saïres d'appréciation. Le fait et le droit devront donc être indiqués. Et ce n'est que par l'examen des motifs contenus dans la décision attaquée, que la Cour de Cassation pourra décider si le dispositif est ou non justifié, conforme ou contraire aux prescriptions de la loi.

L'article 7 de la loi du 20 avril 1810 va devenir ainsi le moyen pratique mis à la disposition de la Cour de Cassation pour assurer l'exacte application de la loi. Malgré que son appréciation des faits soit souveraine, le juge du fond aura l'obligation d'énoncer les éléments par lui retenus et les conséquences légales qui lui paraîtront résulter de ses constatations. Et la Cour suprême, rapprochant des éléments de fait déclarés constants, les conséquences légales admises par le juge, vérifiera si la loi a été sainement interprétée.

Tel est le principe nouveau.

Bien qu'il soit, en apparence, très simple, son application ne s'est point faite sans difficulté. Il suffit de parcourir le Bulletin des arrêts rendus par la Cour de Cassation en matière criminelle pour se rendre compte de l'effort persévérant que la Cour suprême a dû accomplir afin d'assurer l'exécution de cette prescription légale. En examinant sa jurisprudence, nous découvrirons quelques hésitations, parfois même des contradictions. Il n'en reste pas moins qu'une œuvre considérable a été réalisée.

Ainsi que nous l'avons déjà indiqué, notre étude sera

limitée aux juridictions répressives de droit commun. Nous rechercherons d'abord à quelles juridictions s'applique la règle édictée par l'article 7 *in fine* de la loi du 20 avril 1810 et dans quelle mesure elles y sont soumises. — Nous nous demanderons si elles doivent motiver toutes leurs décisions ou certaines seulement. — Ces principes posés, nous nous efforcerons de déterminer le sens et la portée de la règle dont s'agit. — Nous en étudierons ensuite l'application pour les différentes sortes de décisions que les juridictions répressives sont appelées à rendre. — Enfin, dans une brève conclusion, nous tenterons de dégager les idées directrices qui nous paraissent avoir inspiré la jurisprudence de la Cour de Cassation.

CHAPITRE I

DES JURIDICTIONS AUXQUELLES S'APPLIQUE LA RÈGLE
ÉDICTÉE PAR L'ARTICLE 7 DE LA LOI DU 20 AVRIL 1810.

Nous examinerons l'obligation de motiver les jugements, successivement, en ce qui concerne les juridictions d'instruction et les juridictions de jugement.

SECTION PREMIÈRE. — Des Juridictions d'instruction.

Les juridictions d'instruction ont pour mission de réunir tous les éléments de fait susceptibles de déterminer la conviction du juge du fond. — Elles doivent peser ces éléments, les apprécier, et, suivant qu'ils paraissent constituer ou non une infraction à la loi pénale, décider, soit le renvoi de l'inculpé devant le juge compétent, soit l'exonération de toute poursuite.

Le rôle des juridictions d'instruction ne comporte donc pas seulement des recherches de pur fait ; il comprend encore : une appréciation des charges relevées contre l'inculpé, la détermination du caractère légal des faits qui lui sont reprochés et l'indication du juge qui sera appelé à statuer.

Il semble, dès lors, que les décisions des juridictions d'instruction devraient être motivées en fait et en droit.

Nous allons rechercher si cette obligation leur est imposée par la loi.

Nous nous occuperons, à ce point de vue, des deux ordres de juridiction d'instruction de droit commun : le juge d'instruction et la chambre des mises en accusation.

A. — *Le juge d'instruction.*

Le juge d'instruction rend : soit des ordonnances de pure instruction, ne préjugant point sa décision sur le fond, — soit des ordonnances de règlement.

Les premières feront l'objet d'un chapitre ultérieur, et nous n'envisagerons ici que les ordonnances par lesquelles le juge d'instruction, statuant sur l'inculpation dont il a été saisi, se prononce pour l'exercice ou l'exonération des poursuites.

Ces ordonnances sont :

Des ordonnances de non lieu, « s'il est d'avis que le
« fait ne présente ni crime, ni délit, ni contravention,
« ou qu'il n'existe aucune charge contre l'inculpé ». (Art. 128 du Code d'instruction criminelle.)

Des ordonnances de renvoi devant le Tribunal de simple police, « s'il est d'avis que le fait ne constitue
« qu'une simple contravention de police ». (Art. 129 du Code d'instruction criminelle.)

Des ordonnances de renvoi devant le Tribunal de

police correctionnelle, « si le délit est reconnu de nature « à être puni de peines correctionnelles ». (Art. 130 du même Code.)

Des ordonnances de transmission, « s'il estime que le « fait est de nature à être puni de peines afflictives ou « infamantes, et que la prévention contre l'inculpé est « suffisamment établie ». (Art. 133 du même Code.)

L'article 134, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle nous renseigne sur la manière dont ces ordonnances doivent être rédigées : visant les articles 128, 129, 130, 131, 133, il décide qu'elles « contiendront les nom, « prénoms, âge, lieu de naissance, domicile et profession « du prévenu, l'exposé sommaire et la qualification « légale du fait qui lui sera imputé, et la déclaration « qu'il existe ou qu'il n'existe pas de charges suffi- « santes ». — Il ne prévoit pas de sanction.

La Chancellerie a tenu, par une circulaire en date du 23 juillet 1856 (1), à préciser le but et la portée de cette disposition de l'art. 134 : « L'ordonnance de la Chambre « du Conseil », a-t-elle dit, « contient, le plus souvent, « dans l'état actuel de la pratique judiciaire, un narré « développé, non seulement des faits et de leurs circons- « tances, mais aussi des charges recueillies et des moyens « de justification présentés. La loi nouvelle (17 juillet « 1856) met un terme à cet usage qui, outre l'inconvé- « nient de former double emploi avec l'acte d'accusation,

(1) Recueil officiel, II, page 358.

« qui est, en réalité, le seul exposé des charges utile et
 « nécessaire, a pour résultat inévitable de retarder la
 « signature de l'ordonnance et devient ainsi, sans
 « motif suffisant, un obstacle à l'expédition de l'affaire.
 « Les expressions dont elle se sert : « exposé sommaire
 « et qualification légale du fait », ne laissent, par leur
 « rapprochement, aucun doute sur sa pensée. Tout en
 « maintenant, en effet, la nécessité d'un exposé, elle
 « veut qu'il soit sommaire, c'est-à-dire qu'il s'abstienne
 « de tout développement et de toute discussion, qu'il ne
 « contienne, enfin, du fait que ce qui doit en déterminer
 « la qualification légale ; elle veut surtout qu'il n'entre
 « dans aucune énumération des charges qui s'élèvent
 « contre le prévenu, l'ordonnance devant se borner à
 « dire qu'il en existe ou qu'il n'en existe pas de suffi-
 « santes. »

Dans la pratique, seules les ordonnances de transmission, prévues par l'article 133 du Code d'instruction criminelle, contiennent l'exposé de fait qu'exigent l'article 134 et la circulaire de la chancellerie ; dans la plupart des tribunaux, les juges d'instruction s'abstiennent de tout exposé quand ils rendent une ordonnance, soit de non lieu, soit de renvoi devant le tribunal correctionnel ou le tribunal de simple police. Ces ordonnances contiennent simplement la décision du juge sur le point de savoir s'il existe ou non charges suffisantes ; et, dans le cas de l'affirmative, la qualification légale du fait incriminé.

Nous estimons que cet usage doit être approuvé. D'une part, les prescriptions de l'art. 134 *in fine* ne sont point édictées à peine de nullité ; d'autre part, un exposé des faits, précédant soit une ordonnance de non lieu, soit une ordonnance de renvoi, n'ajouterait rien d'utile à l'œuvre du juge et présenterait au contraire de sérieux inconvénients.

S'agit-il, en effet, d'une ordonnance de non lieu ? — A quoi servirait l'exposé de fait ? Les ordonnances de non lieu sont, le plus souvent, basées non sur des considérations juridiques, non même sur l'absence de toute charge à l'encontre de l'inculpé, mais simplement sur l'insuffisance des charges que l'information a permis de relever à son égard. N'y aurait-il pas lieu de craindre que le juge ne cédât au désir de manifester sa pensée intime et, tout en déclarant l'insuffisance des charges, ne laissât peser sur l'inculpé de graves soupçons ? Le préjudice serait irréparable, le bénéficiaire de l'ordonnance de non lieu étant sans qualité pour y former opposition.

S'agit-il, au contraire, d'une ordonnance portant renvoi devant le tribunal correctionnel ou le tribunal de simple police ? — L'exposé présenterait, sans doute, quelque utilité pour le juge du fond, car il constituerait un résumé de l'affaire ; mais cet avantage, d'ordre exclusivement administratif, ne compenserait pas le danger résultant, pour le prévenu, du préjugé redoutable créé contre lui. Autre inconvénient plus grave encore : l'in-

culpé, en cas d'acquittement, courrait le risque de rester sous le coup des imputations contenues dans l'exposé de fait si celles-ci n'étaient pas pleinement détruites par le jugement de relaxe.

B. — *La chambre des mises en accusation.*

Les principes que nous venons d'exposer, en ce qui concerne le juge d'instruction, ne sauraient être étendus à la chambre des mises en accusation.

Tout d'abord, l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, parlant des arrêts rendus par les Cours impériales, ne fait pas d'exception pour ceux qui émanent de la chambre des mises en accusation.

D'autre part, la chambre des mises en accusation statue toujours en dernier ressort et, dans les cas où les arrêts qu'elle rend sont susceptibles de pourvoi, il est nécessaire que la Cour de Cassation, appelée à exercer son droit de contrôle, trouve, dans l'arrêt attaqué, des éléments suffisants pour lui permettre d'apprécier s'il a été fait exacte application de la loi.

Il est des cas, enfin, où l'intérêt de la « motivation » apparaît avec évidence : alors que les ordonnances de renvoi émanant du juge d'instruction ne sont jamais qu'indicatives de juridiction et laissent au tribunal saisi le droit de vérifier sa propre compétence, il est des arrêts de la chambre des mises en accusation, ceux portant renvoi devant la Cour d'assises, qui, devenus

définitifs, sont attributifs de juridiction. Des décisions d'une aussi haute importance ne sauraient être dénuées de motifs.

Aussi, exception faite pour les arrêts de pure instruction que nous étudierons plus loin, la Cour de Cassation décide-t-elle que les arrêts de la chambre des mises en accusation doivent toujours être motivés ; aussi bien les arrêts portant renvoi devant la Cour d'assises, devant le tribunal correctionnel ou devant le tribunal de simple police, que les arrêts de non lieu, d'incompétence ou encore les arrêts statuant sur les demandes en réhabilitation.

C'est ainsi qu'ont été cassés :

L'arrêt portant renvoi devant la Cour d'assises, sous une accusation de tentative de crime, mais sans indication précise des faits constitutifs du commencement d'exécution (Cass. crim. 5 mai 1892. Bull. crim. n° 121.) ;

L'arrêt portant renvoi sous l'accusation de complicité d'assassinat, sans précision des faits constitutifs de crime (Cass. 12 mars 1909. Bull. crim. 161.) ;

L'arrêt portant renvoi sous l'accusation de vol à l'aide d'escalade et d'effraction, sans énonciation d'aucun des éléments de fait permettant de retenir ces deux circonstances aggravantes (Cass. crim. 13 février 1903. Bull. crim. n° 68.) ;

L'arrêt qui ne répond pas aux conclusions du prévenu tendant à l'annulation de la procédure (Cass. 7 juin 1889. Bull. 212. — Cass. 10 mars 1905. Bull. 115.) ;

l'arrêt qui ne répond pas à des conclusions aux fins d'information complémentaire (Cass. 17 mars 1899. Bull. 56. — Cass. 6 février 1909. Bull. 89. — Cass. 26 mars 1909. Bull. 192. — Cass. 13 août 1909. Bull. 442.).

Nous concluerons donc que l'obligation de motiver qu'édicté l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 s'impose aussi rigoureusement à la chambre des mises en accusation qu'aux juridictions de jugement et tout ce que nous dirons pour ces dernières devra recevoir application pour la chambre des mises en accusation.

SECTION II. — Des juridictions de jugement.

Le Code d'instruction criminelle ne renferme que trois textes concernant la matière qui nous intéresse :

Le premier est l'article 163 qui est relatif aux tribunaux de simple police ; il porte que « tout jugement « définitif de condamnation sera motivé et les termes « de la loi appliquée y seront insérés à peine de nullité ». Ce texte ne dit rien des jugements d'acquiescement.

Les deux autres concernent : l'un, le tribunal correctionnel ; l'autre, la Cour d'assises. L'art. 195 exige que « tout jugement de condamnation rendu par « un tribunal correctionnel énonce les faits retenus à « la charge du prévenu et que le texte de la loi appli-

« quée soit lu à l'audience ». — Pour la Cour d'assises, l'art. 369 ne prescrit que cette dernière formalité.

Mais une jurisprudence constante de la Cour de Cassation étend aux tribunaux de simple police et aux tribunaux correctionnels l'obligation édictée par l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810. Si on excepte les décisions purement préparatoires et d'instruction, dont nous ferons une étude spéciale, on peut dire que tous les jugements des tribunaux de simple police et des tribunaux correctionnels doivent indiquer les motifs sur lesquels ils sont fondés. Cette règle s'applique aussi bien aux jugements avant dire droit qu'aux jugements sur le fond, aux jugements de relaxe qu'aux jugements de condamnation.

Le principe est le même qu'il s'agisse d'un jugement rendu en premier ressort ou d'un jugement non susceptible d'appel. Et cela se comprend aisément.

Le jugement a-t-il été rendu en dernier ressort ? Le pourvoi en cassation est ouvert aux parties : la Cour suprême devra pouvoir trouver dans la décision attaquée l'énonciation des raisons qui ont déterminé le magistrat.

Le jugement a-t-il été rendu en premier ressort ? L'indication des motifs sur lesquels il est fondé permettra aux juges d'appel d'apprécier s'il y a lieu à réformation ou à confirmation. Et si appel n'a pas été interjeté, la « motivation » ne sera pas pour cela dépourvue d'intérêt. D'une part, en effet, elle n'a pas

été exigée uniquement pour faciliter la tâche des juridictions d'appel ; d'autre part, il ne faut point oublier qu'aux termes des articles 441 et 442 du Code d'instruction criminelle toute décision devenue définitive peut être déférée à la Cour de Cassation dans l'intérêt de la loi. L'indication des motifs fournira à la Cour suprême les éléments nécessaires à l'exercice de son droit de contrôle.

Pour la Cour d'assises, une distinction doit être faite, à raison de la nature toute spéciale de cette juridiction. — La Cour d'assises comprend, en effet, deux éléments : d'une part, la Cour, composée de magistrats de carrière ; d'autre part, le Jury, émanation du peuple. — Le Jury décide sur le fait, la Cour dit le droit et applique les sanctions légales.

Le Jury n'est pas astreint à l'obligation de motiver ses verdicts. Qu'il accueille l'accusation ou qu'il la rejette, qu'il accorde les circonstances atténuantes ou qu'il les refuse, qu'il fasse droit ou non à une demande d'excuse, il se borne à faire connaître par un « oui » ou par un « non » la décision qu'il a prise.

Tel est le système adopté par notre législation (art. 348 du Code d'inst. crim.).

Il a soulevé de vives critiques.

Nombre de jurisconsultes et de publicistes voient, dans l'obligation pour le Jury de motiver son verdict, le moyen le plus pratique et le plus sûr de prémunir cette juridiction populaire contre ses propres entraîne-

ments et d'éviter les plus fâcheuses défaillances. « Les
 « jurés devraient motiver leurs décisions. L'Etat évolue
 « en toutes ses parties vers des formes juridictionnelles ;
 « nous voulons connaître les raisons du juge, du fonc-
 « tionnaire, du ministre. Pourquoi une exception d'ordre
 « régalien en faveur des magistrats chargés de statuer
 « sur les plus graves infractions ? Juger c'est prouver une
 « faute, une erreur ; obliger un fonctionnaire, un citoyen
 « chargé d'un mandat public, à motiver sa décision, c'est
 « nécessairement l'astreindre à réfléchir, à observer, à
 « convaincre ; c'est aussi le contraindre, dans une mesure
 « fort appréciable sous un gouvernement d'opinion, à
 « être froid malgré sa passion, juste malgré son intérêt.
 « Aujourd'hui le Jury est une foule ; le jour où il devra
 « raisonner son verdict, il deviendra une assemblée dé-
 « libérante. » (1)

Lorsque le crime aura été établi jusqu'à l'évidence ou avoué par l'accusé, le Jury, est-il affirmé, hésitera à faire une démonstration de la non culpabilité.

Pour d'autres, la « motivation » des verdicts présenterait encore un avantage considérable : le Jury, exprimant son opinion sur la gravité du crime, sur les circonstances dans lesquelles il a été commis, sur le degré de responsabilité du coupable, indiquerait par là même, d'une façon très nette, son sentiment sur l'application de la peine.

(1) LEROY : *Le Temps*, 3 novembre 1913.

Ces arguments ne nous paraissent pas décisifs. Nous ne contestons pas le bien fondé de certains griefs formulés contre l'institution du Jury, telle du moins qu'elle fonctionne chez nous. Nous reconnaissons aussi les dangers que présentent l'incertitude dans laquelle on laisse les juges du fait, relativement aux conséquences de leur déclaration, et l'impossibilité, pour eux, d'exprimer légalement la portée qu'ils ont voulu lui donner.

Mais, tout d'abord, l'obligation pour le Jury de motiver ses verdicts serait difficilement conciliable avec le caractère de souveraineté que la loi a entendu donner aux décisions de cette magistrature exceptionnelle. Juges suprêmes de la question de fait, les jurés ne sauraient être astreints à rendre compte des raisons qui les ont inspirés. Une telle exigence se comprendrait d'autant moins que, ainsi que nous le verrons plus loin, sur la question de fait, la seule, en principe, qui soit soumise au Jury, la Cour de Cassation se contente, à l'égard des magistrats de carrière, d'une simple affirmation de culpabilité.

Puis, il est une considération qui, à notre avis, est déterminante : le fonctionnement même du Jury interdit la possibilité d'une rédaction sérieuse, telle que la voudraient évidemment les promoteurs de cette réforme. Le nombre des jurés appelés à prendre part à la délibération rendrait peu aisée l'élaboration d'un verdict motivé. D'autre part, les qualités communes d'intelligence et de bon sens ne sauraient suppléer, toujours, à

toutes connaissances juridiques, à toute pratique des affaires et à la culture intellectuelle nécessaire pour l'exécution d'une tâche qui ne serait point sans difficulté. Enfin, alors que les délibérations des Cours et tribunaux sont dirigées par un président qui tient de la loi la mission spéciale de rédiger la décision, directeur et rédacteur feraient défaut au Jury.

Mais, si le Jury ne saurait être astreint à motiver ses verdicts, la Cour d'assises est-elle dispensée de donner les motifs des décisions qu'elle rend ? Pour résoudre cette question, une distinction s'impose :

Lorsque la Cour applique la décision du Jury, elle n'est pas soumise à l'obligation édictée par l'article 7 de la loi du 20 avril 1810. De même que le président de la Cour d'assises n'a pas à motiver l'ordonnance d'acquiescement qu'il rend à la suite d'un verdict négatif, de même la Cour d'assises n'a point à motiver la condamnation qu'elle prononce en exécution d'un verdict déclaratif de culpabilité. Il suffira que l'arrêt relate les réponses du Jury, et aucune autre formalité ne sera requise que celle énoncée par l'article 369 du Code d'instruction criminelle : lecture par le président du texte de la loi appliqué. — Quels motifs, en effet, exigerait-on de la Cour d'assises ? Motifs de fait ? Le Jury a statué souverainement. — Motifs de droit ? L'arrêt de la chambre des mises en accusation, qui a saisi la Cour d'assises, a fixé définitivement la compétence. Quant à la qualification légale, elle est fournie par la réponse même du Jury.

La Cour d'assises, toutefois, n'a pas pour mission exclusive de faire application du verdict en prononçant les pénalités encourues. Elle a d'autres attributions : ainsi, elle statue sur les difficultés relatives à la composition du Jury ; elle tranche toutes les questions contentieuses soulevées par le ministère public, la partie civile ou la défense ; elle prononce sur l'allocation des dommages-intérêts, et elle a le droit, en matière de grand criminel, de condamner à des dommages-intérêts même l'accusé acquitté. — Dans toutes ces hypothèses, la Cour d'assises doit motiver ses arrêts.

Ainsi, il a été jugé qu'est nul, pour insuffisance de motifs, l'arrêt qui se borne à déclarer « qu'un juré titulaire se trouve dans un des cas d'incapacité légale prévus par la loi », sans spécifier autrement la cause d'incapacité (Cass. 26 janvier 1907. Bul. 43.). Ainsi, encore, doit être motivé, à peine de nullité, l'arrêt qui condamne à des dommages-intérêts envers la partie civile l'accusé déclaré non coupable par le Jury. La Cour de Cassation exige que, dans ce cas, l'arrêt précise les faits caractéristiques d'une faute distincte du crime écarté par le verdict (Cass. 3 sept. 1908. Bul. 379. — Cass. 13 mai 1910. — Bul. 260.).

La Cour de Cassation elle-même doit motiver ses arrêts. L'article 20 du titre VIII de la loi des 16-29 septembre 1791 porte : « Le Tribunal de Cassation rejettera « la requête ou annulera le jugement ; dans ce dernier

« cas, il exprimera sa décision et le motif de la cassation ». Cette obligation de motiver, tout d'abord spéciale aux arrêts de cassation, a été étendue aux arrêts de rejet par l'article 6 de la loi du 4 germinal an II. — L'article 41 de l'ordonnance du 15 janvier 1826 confie au conseiller rapporteur la rédaction des motifs et du dispositif des arrêts.

CHAPITRE II.

DES DÉCISIONS AUXQUELLES S'APPLIQUE LA RÈGLE ÉDICTÉE
PAR L'ARTICLE 7 DE LA LOI DU 20 AVRIL 1810.

Dans le chapitre précédent, nous avons énuméré les juridictions auxquelles s'applique la règle édictée par l'article 7 de la loi du 20 avril 1810. Nous nous proposons maintenant de rechercher dans quelle mesure ces juridictions sont astreintes à l'obligation de motiver leurs décisions et si cette obligation vise tous les arrêts et jugements ou seulement certaines catégories.

La réponse est fort simple. A l'exception des arrêts et jugements purement préparatoires et d'instruction, dénués de toute portée sur le fond du litige, tous les arrêts et jugements doivent être motivés : arrêts et jugements avant dire droit ou définitifs, statuant sur des incidents de procédure ou sur le fond, prononçant condamnation ou relaxe.

Seuls, disons-nous, sont affranchis de cette obligation les arrêts et jugements purement préparatoires et d'instruction. Que faut-il entendre par cette expression ?

Ces arrêts et jugements sont ceux qui, ne permettant pas de prévoir la décision du juge, ne causent de préjudice à aucune partie et laissent le fond intact.

Quand le fond est-il préjugé? — Il l'est, comme le dit très nettement M. Garsonnet, lorsque « quelqu'un peut « déclarer, en sortant de l'audience où un jugement « avant dire droit vient d'être rendu : le tribunal n'eût « pas ordonné cette mesure si son opinion n'était pas « faite et s'il n'était pas décidé à faire dépendre son jugement définitif de l'issue des incidents dans lesquels le « procès vient de s'engager (1). »

Quelques exemples nous permettront de préciser cette définition.

La Cour de Cassation considère comme décisions purement préparatoires et d'instruction, non astreintes à l'obligation d'être motivées :

Les décisions ordonnant une remise de cause (Cass. 24 mai 1890. Bul. crim. 109), non seulement lorsque la remise a été inspirée par le souci des convenances des plaideurs ou des magistrats, mais encore quand elle a été accordée afin de permettre aux parties de produire des pièces (Cass. 16 août 1883. Bul. 214.) (2) ou d'attendre la solution d'une instance connexe, même susceptible d'exercer une influence sur le jugement du procès (Cass. 8 déc. 1887. Bul. 418.) ;

les décisions ordonnant jonction ou disjonction d'instances (Cass. 7 août 1891. Bul. 167. — 26 février

(1) GARSONNET. *Traité théorique et pratique de procédure civile*, tome III, page 399.

(2) Voir toutefois *contra*. Cass. 14 mars 1890. Bul. 56.

1897. Bul. 74. — 27 février 1908. Bul. 80. — 19 mars 1909. Bul. 173.);

les décisions prononçant jonction d'un incident au fond (Cass. 13 février 1904. Bul. 97. — 22 janvier 1909. Bul. 38.);

les décisions ordonnant jonction au fond d'une exception préjudicielle de propriété (Cass. 2 mars 1906. Bul. 113.);

les décisions recevant l'intervention d'une partie civile (Cass. 20 mars 1909. Bul. 183.).

Ni préjudice ni préjugé. Telles sont les caractéristiques auxquelles se reconnaîtront les décisions purement préparatoires qui échappent à la règle édictée par l'article 7 de la loi du 20 avril 1810.

Et encore n'y échappent-elles pas d'une façon absolue ; il est, en effet, une hypothèse où la décision, purement préparatoire, ne créant nul préjugé, devra cependant être motivée. Cela se présentera lorsque la décision interviendra à la suite du dépôt, par une partie, de conclusions contenant une demande expresse : remise de cause, jonction d'instance, jonction d'incident au fond, intervention de partie civile ou toute autre.... Il suffira que la mesure dont s'agit ait été sollicitée ou combattue par des conclusions formelles, pour que le juge soit tenu, dans sa décision, d'indiquer les motifs pour lesquels il refuse de faire droit aux conclusions déposées.

Ainsi, a été annulé, pour violation de l'art. 7 de la loi

du 20 avril 1810, un jugement qui rejetait, sans motifs, les conclusions du ministère public tendant à une remise de cause (Cass. 15 avril 1852. Bull. 123.). A été annulé également un jugement qui rejetait, sans motifs, une demande de sursis présentée par le prévenu dans l'intérêt de sa défense (Cass. 14 mars 1890. Bull. 56.).

En résumé, sont seules affranchies de l'obligation des motifs les décisions purement préparatoires et d'instruction, intervenant en dehors de tout incident contentieux.

CHAPITRE III

PORTÉE GÉNÉRALE DE LA RÈGLE ÉDICTÉE PAR L'ARTICLE 7
DE LA LOI DU 20 AVRIL 1810.

Nous avons déterminé les juridictions répressives auxquelles s'applique la règle énoncée par l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810; et nous avons précisé celles de leurs décisions qui doivent être motivées. Nous allons rechercher maintenant quelle est la portée exacte du principe consacré par le législateur de 1810.

« Les arrêts... qui ne contiennent pas les motifs sont déclarés nuls... ». Quelle interprétation donnerons-nous à ce texte ?

Et tout d'abord, que faut-il entendre par *motifs* ? La loi ne nous donne pas de définition. L'article 141 du Code de procédure civile, l'article 163 du Code d'instruction criminelle, l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 se bornent à exiger des *motifs*, sans dire en quoi ces motifs devront consister.

Le Code de brumaire an IV, la constitution de l'an III, la loi des 16-24 août 1790, ne nous donnent pas d'autre précision.

Mais une définition légale n'était point nécessaire.

Dire que toute décision de justice sera motivée, c'est dire qu'elle renfermera l'indication des raisons qui ont conduit le juge à se prononcer dans tel sens plutôt que dans tel autre. Selon l'expression de M. Garraud, les motifs sont « les raisons d'être du dispositif » (1). Que le juge statue en fait ou en droit, qu'il condamne ou qu'il acquitte, qu'il accueille la demande de l'une des parties ou qu'il la rejette, il devra faire connaître pourquoi il a préféré une opinion à une autre. En d'autres termes, il devra justifier sa décision, et la justification devra être adéquate à la décision elle-même. Nous ne pouvons mieux faire à cet égard que de reproduire un passage de Faustin-Hélie qui trace nettement le devoir du juge :

« La loi des 16-24 août 1790 veut que le juge exprime
 « les motifs qui auront déterminé le jugement. Cette
 « règle simple explique clairement le devoir du juge :
 « il doit rendre compte des causes qui ont formé sa
 « conviction. Il doit énoncer les faits, les preuves, les
 « circonstances sur lesquelles elle se fonde. C'est là la
 « première règle qu'il doit suivre. Ensuite, tout jugement
 « présente deux questions à juger : une question de
 « fait : l'existence du fait et la responsabilité du prévenu ;
 « une question de droit : l'appréciation de ces deux
 « éléments dans leur rapport avec la loi. Les motifs
 « doivent donc répondre à ce double point de vue ». (2)

(1) GARRAUD. *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle* ; 1912, tome III, page 583.

(2) FAUSTIN-HÉLIE. *Traité de l'instruction criminelle*, 1^{re} édition, 1857. T. VII, p. 788.

Justification complète du dispositif, voilà donc ce que tout jugement devra contenir.

Ces premiers principes ainsi posés, reportons-nous au texte de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810. Il frappe de nullité les arrêts « qui ne contiennent pas les motifs ».

Pris à la lettre et interprété strictement, ce texte ne paraît viser que les décisions judiciaires dépourvues de motifs. Le défaut de motifs seul entraînerait nullité.

Que le défaut absolu de motifs ait pour conséquence la nullité de la décision, cela ne saurait être douteux. « Un jugement sans motifs », disait M. le bâtonnier Barboux, « est bien près d'être une condamnation sans jugement ». C'est, en tous cas, un acte arbitraire, par lequel le juge substitue son bon plaisir à la loi.

Dans la pratique, le défaut absolu de motifs est chose rare. Quand nous étudierons le mode de motiver les jugements et arrêts rendus à la suite du dépôt de conclusions par les parties, nous citerons quelques espèces où la Cour de Cassation a eu à se prononcer sur des arrêts entièrement dépourvus de motifs. Toutefois, nous le répétons, il n'en est pas fréquemment ainsi. Dans l'immense majorité des cas, le dispositif est précédé de motifs. Ces motifs pourront manquer de précision ; ils pourront contenir des appréciations juridiques erronées, ne justifier qu'imparfaitement le dispositif, le contredire même ou se contredire les uns les autres ; mais ils existeront. Du fait même de leur

existence, l'art 7 de la loi du 20 avril 1810 cessera-t-il de recevoir application ?

Pour résoudre cette question, nous examinerons successivement diverses hypothèses : motifs contradictoires, motifs erronés, motifs inopérants ou insuffisants.

Motifs contradictoires. — A l'appui de son dispositif, le juge a invoqué deux raisons ; mais elles sont inconciliables et se détruisent l'une l'autre. Si la première est fondée, la seconde est nécessairement fausse. Ou bien il n'a invoqué qu'une raison ; mais, loin de justifier le dispositif, elle le contredit et aurait dû conduire le juge à la décision opposée. Que déciderons-nous en pareil cas ?

Il est unanimement admis que des motifs contradictoires équivalent à un défaut absolu de motifs. La Cour de Cassation a fait de ce principe des applications nombreuses. Nous ne citerons que les arrêts les plus récents : Arrêt du 28 avril 1899. Bull. 102. — Arrêt du 24 juin 1899. B. 177. — Arrêt du 6 mai 1904. B. 215. — Arrêt du 17 février 1910. B. 67. — Arrêt du 17 décembre 1910. B. 645. — Arrêt du 23 juin 1911. B. 324. — Arrêt du 1^{er} juillet 1911. B. 343. — Arrêt du 1^{er} février 1912. B. 61. — Arrêt du 7 novembre 1912. B. 540.

Cette jurisprudence ne peut qu'être approuvée. Au sens même de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, un arrêt ne contient pas de motifs quand il ne renferme que des affirmations contraires, s'annulant les unes les autres et desquelles rien ne subsiste.

Motifs erronés. — Les motifs donnés par le juge justifieraient le dispositif s'ils étaient exacts, mais ils sont entachés d'erreur. — Appliquons-nous l'article 7 ?

Un motif erroné ne constitue pas nécessairement une cause d'annulation. La décision peut, en effet, être fondée sur plusieurs motifs distincts dont chacun eût suffi pour la justifier. Un de ces motifs est rejeté comme contraire à la loi ; la décision demeure justifiée par les autres. Ainsi, le juge a prononcé relaxe pour le double motif, d'une part, que la prescription était acquise, d'autre part, qu'une loi d'amnistie avait enlevé au fait incriminé tout caractère délictueux. La Cour suprême apprécie que la loi d'amnistie invoquée n'est pas applicable à l'espèce : la décision de relaxe n'en reste pas moins justifiée par le motif tiré de la prescription.

Qu'advient-il si le seul motif ou si tous les motifs donnés par le juge sont erronés ? La question doit se résoudre par une distinction.

S'il s'agit d'une erreur de fait, les constatations du juge du fond sont souveraines et ne peuvent être contredites par la Cour de Cassation.

S'il s'agit d'une erreur de droit, la cassation sera prononcée. Seulement, elle le sera non pour défaut de motifs, mais pour violation ou fausse interprétation de la loi.

En pareil cas, les arrêts reproduisent généralement la formule « manque de base légale ». Or, ainsi que le fait remarquer M. Fabreguettes, « il ne faut pas confon-

« dre le défaut de base légale avec le défaut de motifs.
 « Le défaut de base légale est un moyen de fond » (1).

Motifs inopérants ou insuffisants. — Le juge a donné des motifs, mais ceux-ci ne justifient pas le dispositif ou ne le justifient qu'en partie. La sanction de l'article 7 sera-t-elle encourue ?

Une jurisprudence constante de la Cour de Cassation se prononce pour l'affirmative. Presque tous les arrêts portant cassation par application de l'article 7 concernent des hypothèses où les motifs donnés par les juges étaient inopérants ou insuffisants. Nous estimons que cette jurisprudence est conforme au texte et à l'esprit de la loi.

D'une part, en effet, peut-on dire d'un arrêt qu'il contient des motifs quand les raisons qu'il donne ne légitiment pas la décision prononcée ?

D'autre part, ce que le législateur a surtout voulu, c'est prévenir l'arbitraire du magistrat et assurer une exacte application de la loi. Le but serait-il atteint s'il suffisait que le juge, à l'appui de sa décision, donnât des motifs quelconques ? De pures clauses de style remplaceraient bientôt les motifs qu'a exigés le législateur.

Le critérium sera donc celui-ci : les motifs donnés par le juge sont-ils de nature à justifier pleinement le dispositif ?

Dans l'expression des motifs de sa sentence, le juge

(1) FABREGUETTES. *La logique judiciaire et l'art de juger*, 1914, p. 332.

n'est astreint, du reste, à aucune forme sacramentelle. Des motifs « implicites » sont même admis. On entend par là des motifs contenus, d'une manière virtuelle, dans les autres énonciations du jugement (1). Les motifs donnés sur un chef de la décision peuvent justifier la décision rendue sur un autre chef. Il n'y a point défaut de motifs dès que, dans la décision, se trouve indiquée, sous une forme quelconque, la raison qui a déterminé le magistrat.

(1) FABREGUETTES. *Op. cit.*, p. 535.

CHAPITRE IV

DES JUGEMENTS DE RELAXE

SECTION PREMIÈRE. — Principe général.

Pour qu'une condamnation puisse être prononcée, à l'encontre d'un inculpé, deux conditions sont nécessaires :

D'une part, il faut que le juge déclare constants les éléments de fait retenus par la prévention ;

D'autre part, il faut que ces éléments de fait soient constitutifs d'une infraction légalement punissable.

Si l'une ou l'autre de ces deux conditions manque, un jugement de relaxe doit intervenir. Est-ce la première condition qui n'est point réalisée ? Le jugement devra indiquer les raisons pour lesquelles le magistrat n'a pas admis les éléments de fait allégués à la charge du prévenu : le jugement sera motivé en fait. — Est-ce la deuxième condition qui fait défaut ? Le jugement dira les raisons qui ont conduit le magistrat à estimer que le fait, par lui déclaré constant, ne tombe pas sous le coup de la loi pénale : le jugement sera motivé en droit.

Tout jugement de relaxe sera donc motivé en fait ou en droit. Et ici doit être énoncée la règle fondamentale qui domine toute la matière.

Juge, non de la cause elle-même, mais seulement de la décision qui lui est déférée, la Cour de Cassation devra, pour pouvoir exercer son droit de contrôle, trouver dans la décision même l'indication précise du point de savoir si le jugement est fondé sur un motif de fait ou sur un motif de droit. — Un arrêt du 21 janvier 1911 (1) pose le principe avec une remarquable netteté : « Attendu que toute poursuite
« correctionnelle donne au tribunal qui en est saisi
« deux questions distinctes à juger : l'une relative à la
« vérité des faits sur lesquels elle est fondée, l'autre
« relative à leur qualification légale ; que de ces deux
« questions, les Cours d'appel, en matière correction-
« nelle, décident la première souverainement, tandis
« que leur jugement sur la seconde peut toujours être
« révisé par la Cour de Cassation ; qu'il ne saurait
« donc leur être permis de soustraire à son contrôle
« leur décision sur le droit en la confondant avec la
« décision sur le fait ; et qu'ils ne peuvent valablement
« satisfaire à l'obligation, que leur impose l'article 7 de
« la loi du 20 avril 1810, de motiver leurs arrêts, qu'en
« statuant expressément sur les questions de qualifica-
« tion et en exprimant les motifs qui déterminent la

(1) B. 49.

« solution, soit négative, soit affirmative de ces questions ».

Donc : l'acquittement est-il fondé sur un motif de fait ? — Les constatations des juges du fond seront souveraines et échapperont à la censure de la Cour de Cassation.

Mais est-il fondé sur un motif de droit ? — La Cour de Cassation devra pouvoir contrôler s'il a été fait exacte application de la loi.

Afin de sauvegarder le droit de contrôle que la loi lui a confié, la Cour de Cassation exige, dès lors, que le juge s'explique nettement sur le point de savoir si sa décision d'acquittement a été inspirée par une raison de fait ou par une raison de droit.

Le juge ne pourra se borner à dire « qu'il n'est pas résulté des débats la preuve que l'inculpé ait commis l'infraction à lui reprochée » (Arrêt du 4 novembre 1893. B. 289.) ; « qu'il n'est pas suffisamment établi que le prévenu ait commis la soustraction frauduleuse qui lui est reprochée » (Arrêt précité du 21 janvier 1911.). Des indications aussi imprécises ne permettent pas à la Cour de Cassation d'apprécier si l'acquittement est fondé en fait ou en droit.

Dans l'application de cette règle, la Cour de Cassation s'est montrée particulièrement rigoureuse. Elle annule même les décisions de relaxe portant le motif : « Attendu que les faits de la prévention ne sont pas suffisamment établis. » (Arrêt du 10 mai 1889. B. 174.

— Arrêt du 6 juin 1889. B. 205. — Arrêt du 15 février 1894. B. 44. — Arrêt du 29 novembre 1900. B. 353.). « Attendu », dit ce dernier arrêt, « que cette formule ne permet pas de savoir si la preuve des faits est incomplète ou si les faits ne constituent pas un délit. »

Cette jurisprudence de la Cour de Cassation, relativement à la formule : « Attendu que les faits de la prévention ne sont pas suffisamment établis », a soulevé des critiques. Quand le juge dit que « les faits » ne sont pas établis, ne dit-il pas, par là même, que ce sont les éléments de fait, allégués par la prévention, qui lui paraissent devoir être écartés ? Ne dit-il pas clairement qu'il statue en fait ? — A cette objection, M. le conseiller de Larouverade nous paraît répondre de façon décisive, dans son rapport sur l'arrêt du 10 mai 1889 : « Rien n'est moins précis que la constatation retenue par l'arrêt attaqué : « Les faits de la prévention ne sont pas suffisamment établis ». Ces faits ont donc été établis dans une certaine mesure. Comment savez-vous qu'en l'état où ils ont apparu aux débats ils étaient insuffisants pour caractériser l'un ou l'autre des délits imputés, si on a omis de vous dire dans quelle mesure ils ont été établis ? Le silence de l'arrêt sur ce point vous met dans l'impossibilité de vérifier le rapport qui a pu exister entre les faits résultant des débats et les conséquences légales qu'en ont tirées les juges d'appel ».

Le premier principe à observer est donc celui-ci :

tout jugement de relaxe indiquera, en termes non équivoques, s'il est fondé sur un motif de fait ou sur un motif de droit. — Cette règle posée, nous examinerons successivement l'acquittement pour motifs de fait et l'acquittement pour motifs de droit.

SECTION II. — De l'acquittement pour motifs de fait.

Sur les éléments de fait, avons-nous dit, l'appréciation du juge du fond est souveraine. Quoi qu'il décide sur le fait, son jugement échappera au contrôle de la Cour de Cassation. Dès lors, ne suffira-t-il pas que le jugement de relaxe renferme l'affirmation pure et simple que les éléments de fait relevés par la prévention ne sont pas constants ? La question est complexe et ne comporte pas, pour toutes les hypothèses, une solution identique.

I. — De ce que les constatations de fait émanant du juge du fond sont souveraines, s'ensuit-il que le juge jouisse d'une liberté absolue pour déclarer constants ou non établis les faits de la prévention ? — Nullement.

A cet égard, la souveraineté du juge du fond a des limites tracées par la loi. Répudiant le système des preuves légales, qui était en honneur dans notre ancien droit, le législateur moderne a posé en principe que le juge se décidera d'après son intime conviction. Ainsi, alors que jadis le juge avait l'obligation de tenir pour

certain tout fait résultant de deux témoignages « conformes et idoine », aujourd'hui, en règle générale, il a le devoir de peser les affirmations produites à sa barre et, selon qu'elles auront ou non déterminé la certitude dans son esprit, de les accueillir ou de les rejeter. L'avertissement que l'article 342 du Code d'instruction criminelle adresse aux jurés doit être considéré comme ayant été écrit pour toutes les juridictions répressives. La certitude de l'existence d'un fait ne s'acquiert pas par le concours de circonstances déterminées *a priori* par la loi : la certitude est entièrement subjective ; la loi ne l'impose pas.

Tel est le principe successivement proclamé par l'article 24 du titre VI de la loi des 16-24 septembre 1791, par l'instruction du 21 octobre 1791 et par l'article 342 du Code d'instruction criminelle. — Ce principe, toutefois, n'est pas absolu. Il est des cas où la loi impose aux juges l'obligation d'admettre l'existence de certains faits. Il est des affirmations privilégiées que le juge n'a pas le droit de peser et qu'il ne peut qu'enregistrer pour en déduire les conséquences légales.

Nous examinerons successivement l'une et l'autre hypothèses : d'abord celle où le juge jouit, sur la question de fait, d'une liberté entière d'appréciation ; puis celle où sa liberté se trouve limitée par des dispositions de la loi.

II. — En règle générale, le juge pèse les éléments de preuve qui lui sont soumis et décide souverainement : « Attendu », dit l'arrêt du 6 février 1909, (1) « qu'il

(1) B. 88.

« n'appartient pas à la Cour de Cassation de rechercher
 « quelles ont pu être les dépositions faites à l'audience
 « et ce qu'ont révélé les débats ; que l'appréciation des
 « témoignages produits rentre exclusivement dans les
 « attributions des juges du fond ; qu'ils n'ont point à
 « rendre compte des éléments de conviction dont ils
 « ont fait dépendre, d'après les débats d'audience, la
 « preuve des faits qui leur sont déferés, ni, dès lors, à
 « déduire les motifs qui, dans leur conscience, ont fait
 « prévaloir certains témoignages sur certains autres ».

La Cour suprême n'admet donc pas que l'on discute devant elle la valeur probante des témoignages recueillis par les juges du fond (Arrêt du 8 juin 1907. B. 264. — Arrêt du 22 juin 1907. B. 279. — Arrêt du 11 juillet 1907. B. 310. — Arrêt du 7 décembre 1907. B. 495. — Arrêt du 10 mars 1911. B. 142.). C'est au juge du fond qu'il appartient de déterminer les éléments selon lesquels il formera sa conviction (Arrêt du 22 juin 1907. B. 280.).

Le contrôle de la Cour de Cassation ne s'exercera que sur un point : le juge du fond s'est-il conformé aux règles tracées pour l'administration de la preuve ? — La Cour de Cassation vérifiera si le juge avait le droit d'entendre les témoins sur les déclarations desquels il a fondé sa décision ; si ces témoins ont été entendus dans les formes prescrites ; si les documents produits ont été soumis à la libre discussion des parties ; si les droits de la défense ont été respectés : questions de procédure,

étrangères au domaine d'application de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810.

Mais, pour l'exercice de ce droit de contrôle de la Cour de Cassation, il sera nécessaire que le juge spécifie le mode de preuve qui a déterminé sa conviction. Ce n'est, en effet, que par cette indication que la Cour de Cassation sera mise en mesure de vérifier la légalité de la procédure suivie.

En quels termes cette indication sera-t-elle fournie ? La Cour suprême est peu rigoureuse à cet égard : elle accepte comme valable la formule : « Attendu que des débats il n'est pas résulté la preuve que... ». Nous devons convenir, qu'en matière de relaxe, il est difficile d'exiger davantage du juge du fond.

Celui-ci écarte la prévention parce que les éléments de fait allégués ne lui paraissent pas établis. L'acquittement n'implique pas preuve de non culpabilité. Dès que les faits de la prévention ne sont pas démontrés avec certitude, le juge doit relaxer. Lui imposer la démonstration de l'insuffisance des preuves serait excessif et en même temps inutile, puisque l'appréciation de cette insuffisance a été faite souverainement par lui.

Tout au moins faudra-t-il que ce soit sur cette insuffisance de preuve que le juge fonde sa décision. Si la formule : « Attendu que des débats il n'est pas résulté la preuve que... » est admise par la Cour de Cassation, c'est parce que, de cette formule, il résulte que des débats ont eu lieu et que tout a été fait et légalement fait

pour parvenir à la découverte de la vérité. Mais la Cour de Cassation n'accepte pas qu'un juge fonde sa décision de relaxe « sur l'insuffisance de l'information », car, dit-elle, il lui appartenait d'ordonner toute mesure d'instruction utile (Cass. 10 mai 1899. B. 312.).

III. — La liberté du juge n'est cependant pas absolue. Car, à certains éléments de preuve, la loi attache une présomption de vérité ; nous voulons parler de la foi due aux procès-verbaux.

Au point de vue qui nous occupe, les procès-verbaux se divisent en trois classes : les uns font foi jusqu'à inscription de faux, d'autres jusqu'à preuve contraire, d'autres enfin ne valent que comme simples renseignements.

Pour ces derniers, le juge conserve son entier pouvoir d'appréciation. Ces procès-verbaux ne constituent pas, en effet, un véritable instrument de preuve ; et les indications qu'ils fournissent ne peuvent même être admises que si elles ont été confirmées par un mode de preuve légalement administré.

Pour les autres classes de procès-verbaux, la situation est différente.

S'agit-il d'un procès-verbal faisant foi jusqu'à inscription de faux ? — Si la procédure spéciale organisée par la loi n'a pas été suivie, aucun débat ne sera admis. Le fait rapporté devra être tenu pour constant par le juge

qui ne saurait le méconnaître sans encourir la censure de la Cour de Cassation pour violation de la loi.

S'agit-il d'un procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve contraire ? La présomption de vérité ne sera pas irréfragable ; mais, tant que le fait rapporté n'aura pas été légalement contredit, le juge devra le tenir pour acquis.

Examinons, au point de vue de l'application de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, les pouvoirs du juge appelé à statuer sur une prévention dont les éléments de fait sont affirmés par un procès-verbal régulier.

Aucune difficulté, si le procès-verbal est de ceux qui ne valent que comme simples renseignements : le juge conserve un droit d'appréciation sans limites.

Point de difficulté non plus, si le procès-verbal est de ceux qui font foi jusqu'à inscription de faux. De deux choses l'une, en effet : ou bien la procédure d'inscription de faux n'a pas été suivie, et le fait rapporté sera tenu pour acquis de façon irrévocable ; ou bien la procédure a été suivie, et, de la décision même intervenue, résultera, soit la fausseté du fait rapporté, soit une présomption de vérité devenue irréfragable.

La question est plus délicate en ce qui concerne les procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire.

Ces procès-verbaux ne s'imposent au juge qu'autant qu'ils n'ont point été légalement contredits. Si la preuve contraire a été faite, dans les formes autorisées par la loi, le juge doit rejeter le procès-verbal et prononcer l'acquiescement.

Pour être motivée, au sens de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, la décision d'acquittement devra donc renfermer une double précision : d'abord, l'affirmation que la preuve contraire a été rapportée ; ensuite, l'indication des éléments d'où résulte cette preuve contraire et du mode de démonstration employé (Cass. 23 avril 1909. B. 223. — 4 novembre 1911. B. 497.).

Telle est la règle que le juge devra suivre, lorsque les faits de la prévention seront rapportés par un procès-verbal auquel la loi attache une présomption de vérité. Appliquerons-nous les mêmes principes lorsque la prévention s'appuiera sur l'aveu de l'inculpé ? — En d'autres termes, l'aveu est-il une preuve légale ?

Aucun texte de notre droit ne lui donne ce caractère. Aucun texte, non plus, ne défend aux juges d'admettre l'aveu. La règle que le juge peut puiser sa conviction dans tous les éléments de la cause interdit de repousser l'aveu. Vainement a-t-on allégué la vieille maxime : « *nemo auditur perire volens* ». Les théories de notre ancienne jurisprudence en matière de preuve ont été trop nettement condamnées par l'article 342 du Code d'instruction criminelle, pour qu'il convienne de faire état de cet argument.

Mais, de ce que le juge peut puiser sa conviction dans l'aveu, s'ensuit-il, qu'au cas d'aveu sur le fait de la prévention, il se trouve dans l'obligation légale de tenir ce fait pour constant ?

Pour la Cour de Cassation, l'aveu ne constitue pas une preuve irréfragable ; mais le juge ne peut le rejeter que par une décision spécialement motivée (Arrêts du 5 février 1825. B. 22, — du 12 juin 1828. B. 171, — du 13 mai 1831. B. 109, — du 19 juillet 1838. B. 231, — du 18 mars 1854. B. 78, — du 21 septembre 1854. B. 288, — du 24 janvier 1861. B. 19, — du 19 novembre 1864. B. 262, — du 3 janvier 1880. B. 11, — du 26 mars 1886. B. 131, — du 9 juillet 1887. B. 269.).

Cette jurisprudence est vivement critiquée par la doctrine.

On ne nous propose pas de revenir au système de notre ancien droit. « L'aveu de l'accusé », disait d'Aguesseau (1), « est certainement un grand commencement de « preuve, mais il faut nécessairement que, pour achever « sa conviction, on y joigne des preuves qui ne dépendent « pas de sa seule reconnaissance, sans quoi il ne peut « être considéré comme suffisamment convaincu, ni, « par suite, justement condamné. » On admet, généralement du moins, que le juge peut trouver, dans le seul aveu, un élément suffisant de conviction ; mais on se refuse à admettre que l'aveu constitue preuve légale. — Le silence des articles 154 et 189 du Code d'instruction criminelle ne laisse, dit-on, aucun doute à cet égard (2).

L'aveu n'est qu'un élément de conviction. Si le juge estime que cet élément est déterminant, il condamnera.

(1) Lettre 199.

(2) GARRAUD, op. cit., t. II, p. 241.

Si l'aveu n'a point déterminé sa certitude, il acquittera. Mais il acquittera, ainsi qu'il le ferait s'il s'agissait de tout autre élément de conviction qui eût été produit devant lui. Il pourra rejeter l'aveu, même par prétérition. La formule : « Attendu que les débats n'ont pas suffisamment établi... », acceptée quand le juge rejette les éléments de conviction résultant de témoignages, devra être également acceptée, quand le juge rejettera cet autre élément de conviction qu'est l'aveu.

En sens contraire, et à l'appui du système de la Cour de Cassation, on fait valoir qu'il n'a pas pour effet de donner à l'aveu le caractère de preuve légale. La Cour de Cassation admet, en effet, que le juge peut repousser l'aveu et qu'il le peut sans que l'aveu ait été, à proprement parler, contredit. Elle n'exige qu'une chose : que le juge indique le motif pour lequel il rejette l'aveu.

Quoiqu'on en ait dit, la théorie de la Cour de Cassation revient bien à faire de l'aveu une preuve légale, moins puissante, sans doute, que celle résultant des procès-verbaux faisant foi jusqu'à inscription de faux ou jusqu'à preuve contraire, mais, malgré tout, une preuve légale. Or, quelque valeur que présente, au point de vue législatif, cette conception de la force probante de l'aveu, il nous paraît douteux qu'elle puisse trouver une base dans les dispositions de notre Code d'instruction criminelle.

SECTION III. — De l'acquittement pour motifs de droit.

Les faits de la prévention ont été déclarés constants par le juge. Il ne s'ensuit pas nécessairement qu'une condamnation doive être prononcée. Pour qu'il y ait lieu à application d'une peine, il faut que les faits établis à la charge de l'inculpé soient constitutifs d'un crime, d'un délit ou d'une contravention légalement punissable.

Malgré que les faits de la prévention soient acquis, le juge devra renvoyer l'inculpé des fins de la poursuite :

si ces faits, tels qu'il les a caractérisés et retenus, ne constituent pas une infraction ;

si, alors même que susceptibles de constituer, en principe, une infraction, une disposition de la loi leur enlève tout caractère délictueux ;

si, bien que le caractère délictueux soit constant, la loi interdit cependant l'application d'une peine.

Afin d'assurer l'exercice du droit de contrôle qui appartient à la Cour de Cassation, le juge devra préciser le motif pour lequel il s'est abstenu de prononcer une condamnation.

I. — Le juge estime que les faits, par lui retenus, ne sont constitutifs d'aucune infraction caractérisée par la loi. — Il devra s'expliquer de façon formelle, afin que la Cour suprême puisse vérifier l'exactitude de son appréciation.

L'obligation qui lui incombe sera double : d'abord,

énonciation des faits déclarés acquis ; ensuite, affirmation que ces faits échappent à toute répression.

Nous disons à dessein « à toute répression ». La Cour de Cassation n'admet pas, en effet, que le juge se contente de dire que les faits ne sont point constitutifs du délit visé par la poursuite. Le juge ayant le droit de disqualifier la prévention, il lui appartient de rechercher si les faits ne tombent pas sous le coup de dispositions de la loi, autres que celles dont il a été requis application.

C'est dans la décision même du juge que la Cour de Cassation devra trouver tous les éléments nécessaires pour l'exercice de son contrôle. « Attendu », dit un arrêt du 30 avril 1908 (1), « que l'arrêt attaqué se borne à « déclarer que les faits incriminés ne constitueraient « qu'une simple tentative non punissable ; attendu que « cette déclaration, en statuant sur des faits que l'arrêt « ne relate pas et ne fait pas connaître, ne permet pas à « la Cour de Cassation d'examiner s'il y a eu violation « de la loi dans la disposition qui refuse de donner à « ces faits la qualification qui était l'objet de la prévention... ; que l'arrêt attaqué, en refusant de donner au « fait imputé la qualification qui fait l'objet de la prévention, sans énoncer les circonstances de ce fait, n'a « pas motivé sa décision et a, par conséquent, commis « une violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810. »

(1) B. 170.

Si le juge estime qu'un des éléments légaux du délit manque dans l'espèce, il dira lequel. Il ne pourra se contenter de la formule vague : « Attendu que le délit est insuffisamment caractérisé. » Il faudra que ses énonciations soient assez précises pour que la Cour de Cassation puisse vérifier s'il a été fait exacte application de la loi. « Attendu », dit un arrêt du 30 mars 1895 (1), « qu'en s'abstenant d'indiquer dans quelles circonstances a eu lieu l'appropriation des titres que l'arrêt « relève contre le prévenu, et de faire connaître celui « des éléments juridiques du vol, dont l'absence n'a pas « permis d'attribuer ce caractère à l'acte incriminé, « l'arrêt attaqué n'a pas suffisamment motivé, sur ce « point, la décision de relaxe et a, par conséquent, « méconnu les prescriptions de l'article 7 de la loi du « 20 avril 1810. »

Sur un point spécial, l'exercice du droit de contrôle de la Cour de Cassation a soulevé de graves difficultés.

Un élément essentiel de nombre d'infractions consiste dans l'intention de l'agent. Il ne suffit pas que celui-ci ait commis les faits relevés à son encontre et constitutifs du délit : il faut qu'il ait agi sciemment.

Si le juge constate que l'élément intentionnel exigé par la loi fait défaut, il devra prononcer l'acquiescement. Mais comment sa décision sera-t-elle motivée à cet égard ? — Suffira-t-il, qu'après avoir énoncé les faits

(1) B. 101.

matériels reconnus constants, il affirme que le prévenu a agi sans intention coupable ? ou bien faudra-t-il qu'il indique les circonstances de fait, desquelles est résultée, pour lui, cette absence d'intention ?

La jurisprudence adoptée, à cet égard, par la Cour de Cassation, nous paraît pouvoir se résumer de la manière suivante :

L'appréciation des juges du fond, relativement à l'élément intentionnel, est souveraine. Il suffit qu'ils affirment que cet élément existe dans la cause ou qu'il fait défaut.

Toutefois, leur décision sera soumise au contrôle de la Cour de Cassation à un double point de vue. La Cour suprême vérifiera, d'une part, si la déclaration sur l'élément intentionnel n'est pas contredite par les autres énonciations de l'arrêt ; d'autre part, si cette déclaration n'est pas fondée sur une erreur de droit.

Le principe nous paraît devoir être admis. « Attendu », dit un arrêt du 11 décembre 1834 (1), « que les tribunaux « correctionnels, dont les membres réunissent les fonctions de jurés à celles de juges, n'excèdent nullement « leurs pouvoirs en reconnaissant qu'à raison de sa « moralité ou des circonstances dont il est entouré, le « fait, qui a été l'objet des poursuites, se trouve dépouillé « des caractères de criminalité qui pouvaient lui faire « appliquer les peines portées par la loi. » Un autre arrêt du 25 juillet 1901 (2) donne une solution identi-

(1) B. 396.

(2) B. 213.

que : « Attendu que les juges d'appel ont renvoyé F. des fins de la poursuite parce que, ont-ils déclaré, il ne résultait pas de leur examen des faits de la cause que le prévenu ait été de mauvaise foi ; que leur décision est donc suffisamment motivée. »

Dès lors, une simple affirmation suffira. Au cas de condamnation, cette affirmation pourra même être implicite et s'induire de la formule employée par le juge pour déclarer la culpabilité (1). Au cas de relaxe, le juge n'aura qu'à énoncer que l'élément intentionnel fait défaut.

« Mais », objecte M. Garçon, « d'abord l'intention est « soumise à des règles juridiques et peut soulever de « véritables questions de droit ; en second lieu, les « juges, à la différence des jurés, sont tenus de donner les raisons de leurs décisions et doivent les « motiver. » (2)

Nous répondons : la déclaration sur l'élément moral est la résultante d'un raisonnement qui ne peut appartenir qu'au juge du fond. De certains faits matériels, par lui constatés, il conclut à tel état psychologique chez le prévenu. L'exactitude de sa conclusion ne peut-être

(1) Arrêt du 14 août 1908. B. 368 : « Attendu, en ce qui concerne l'intention frauduleuse, élément essentiel de la criminalité au cas de l'art. 408, que, si elle n'est pas formellement déclarée, elle s'induit, dans une mesure rigoureusement suffisante, du fait constaté en l'arrêt dans les termes même de cet article. »

(2) GARÇON. *Code pénal annoté*, art. 379, n° 512.

vérifiée sans que le fond tout entier soit remis en question.

Cet examen n'est donc pas du domaine de la Cour de Cassation (1).

Les deux exceptions au principe nous semblent également justifiées.

Si la déclaration sur l'élément intentionnel est contredite par les autres énonciations de l'arrêt, il y a, en réalité, absence de motifs et la nullité édictée par l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 est encourue. « Attendu », dit un arrêt du 25 février 1869 (2), « que la question « d'intention rentre exclusivement dans l'appréciation « des juges du fait, que leur déclaration sur ce point « est souveraine et échappe au contrôle de la Cour de « Cassation, à moins qu'elle ne soit en contradiction « avec les autres éléments de fait constatés par eux. » Un autre arrêt du 2 janvier 1903 (3) porte : « Attendu « qu'en ce qui concerne l'intention délictueuse, l'ap- « préciation des Cours d'appel n'est souveraine et « n'échappe au contrôle de la Cour de Cassation qu'au- « tant qu'elle n'est pas en contradiction flagrante avec « les faits constatés par les arrêts eux-mêmes ou avec « le caractère légal qui appartient aux circonstances « appréciées par ces arrêts ». Ces derniers mots font

(1) P. DE CHAUVERON. *Du pouvoir de contrôle de la Cour de Cassation sur la qualification criminelle*. Paris 1908, Thèse p. 80.

(2) B. 44.

(3) B. 1

allusion à la deuxième exception que nous avons signalée.

Sera entachée de nullité la décision qui fondera sur un motif erroné en droit la déclaration relative à l'élément intentionnel. Il ne s'agit, en effet, alors, que d'une question juridique. Le droit de contrôle de la Cour de Cassation est certain.

Cette proposition, telle que nous venons de la formuler, paraît évidente. Son application est des plus délicates.

Quand, pour affirmer le défaut d'intention, le juge aura violé une disposition formelle de la loi, il n'y aura pas de difficulté. « Attendu », dit un arrêt du 28 juin 1862 (1), « que si les Cours impériales sont investies « du droit d'apprécier souverainement les circonstances « qui peuvent dépouiller les faits imputés de tout caractère de criminalité, leur déclaration tombe sous le « contrôle de la Cour de Cassation, lorsqu'elle est en « opposition flagrante avec les faits constatés, ou « lorsqu'elle est la conséquence ou l'application d'une « erreur de droit. » C'est ainsi que la seule ignorance de la loi par le prévenu ne justifierait pas une décision de relaxe basée sur le défaut d'intention.

Il arrivera rarement que les juges du fond aient commis une violation aussi manifeste de la loi. Mais la cassation sera encore encourue lorsque, pour écarter

(1) B. 159.

l'élément moral, les juges auront donné aux faits matériels, par eux constatés, une interprétation contraire au « caractère légal » de ces faits. C'est l'expression qu'emploient de nombreux arrêts. (1)

Citons un exemple. Le juge du fond acquitte des prévenus de bris de scellés, motifs pris de ce qu'ils ont pu croire que l'apposition des scellés était illégale et de ce qu'ils ont agi de façon immédiate et instinctive. La Cour de Cassation répond « qu'en admettant même, avec « l'arrêt, la possibilité de cette erreur, une erreur de « droit ne fait pas disparaître la culpabilité d'un acte « volontairement accompli, qu'en effet nul n'est censé « ignorer la loi ; que, non moins vainement, l'arrêt « ajoute que l'acte des prévenus aurait été immédiat et « instinctif, les manquements envers l'autorité publi- « que n'en étant pas moins des délits pour avoir été « commis d'une façon immédiate et instinctive ». (2)

Nous admettons pleinement la doctrine de cet arrêt, car le « caractère légal » des faits énoncés par les juges du fond pouvait être apprécié par la Cour de Cassation sans qu'il fût nécessaire de procéder à l'examen même du fond. Mais, si la Cour de Cassation ne peut exercer son contrôle qu'au prix de cet examen, nous estimons que l'affirmation du juge du fait doit demeurer souveraine. M. le Procureur général Baudoin, dans ses conclusions sur l'arrêt du 1^{er} mai 1903, a

(1) Voir notamment arrêt du 7 mai 1857. B. 179.

(2) Arrêt précité du 2 janvier 1903. B. 1.

adopté une théorie opposée. « L'infraction relevée est
 « un délit, vous l'admettez : il faut donc, pour qu'elle
 « soit constituée, tout à la fois le fait matériel et
 « l'intention délictueuse. Cette intention, la Cour
 « d'appel affirme qu'elle fait défaut. Tout est dit ; c'est
 « là une appréciation de fait souveraine et, à elle seule,
 « elle justifie le dispositif, quelles que puissent être,
 « d'ailleurs, les erreurs commises dans les autres
 « motifs de l'arrêt. Telle est l'objection et, certes, elle
 « est des plus graves. Est-elle cependant décisive ?
 « J'admets, sans hésiter, que si la Cour d'appel, par
 « une étude sérieuse et complète de l'affaire et de tous
 « ses éléments, atteste la bonne foi des prévenus et la
 « démontre, la déduisant de circonstances précises
 « qu'elle relève dans des considérants clairs et posi-
 « tifs, qui nous permettent d'exercer notre contrôle
 « dans la mesure où la loi l'a institué, si elle fait résul-
 « ter l'absence d'intention frauduleuse des circonstances
 « de fait qu'elle a le droit d'apprécier souverainement
 « et non d'une erreur de droit qui ne saurait constituer
 « la bonne foi, j'admets que, dans ce cas, nous sommes
 « en face d'une appréciation souveraine qui s'impose à
 « nous. Mais, ce que je ne saurais admettre, c'est qu'il
 « suffise à une Cour, à bout d'arguments, de jeter, à
 « la fin d'un arrêt dont tous les autres motifs sont
 « erronés, cette phrase sans autre explication : « At-
 « tendu que l'intention frauduleuse n'est pas établie »,
 « pour que tout soit dit pour vous et que, par cette

« affirmation tranchante, vous soyez désarmés. S'il en
 « était autrement, la phrase ne deviendrait-elle pas de
 « style ? et quel serait alors votre rôle ? de quelle
 « utilité serait votre institution ? Non, ce n'est pas là
 « ce que la loi veut et permet. En cela, comme en
 « tout, les arrêts doivent être motivés ; ils doivent
 « nous permettre de vérifier si nous sommes en pré-
 « sence d'une appréciation de fait ou d'une décision
 « basée sur le droit. »

« Attendu », porte l'arrêt (1) rendu sur ces conclu-
 sions, « qu'en ce qui concerne l'intention frauduleuse,
 « la seule affirmation de l'arrêt, sans indication pouvant
 « en préciser le sens, ni motif propre à la justifier, ne
 « saurait fournir une base légale à une décision de
 « relaxe. »

Dans son rapport sur l'arrêt du 2 janvier 1903, M. le
 conseiller Bard va plus loin encore : « Lorsque les
 « poursuites sont intentées en vertu d'un procès-verbal
 « qui en est la base, et que le procès-verbal constate
 « des faits précis d'où ressort le caractère intentionnel
 « des actes commis, nous hésiterions sans doute à
 « admettre que le juge, sans discuter aucun de ces
 « faits, ait le droit de relaxer sur une déclaration géné-
 « rale et vague d'absence d'intention délictueuse, qui
 « soustrairait son arrêt à votre contrôle. Mais nous
 « n'avons même pas à faire état du procès-verbal... ».

(1) B. 165.

La thèse soutenue par M. le Procureur général Baudoin et M. le Conseiller Bard est-elle compatible avec le principe de la souveraineté des juges du fond ? Le président Barris, si soucieux d'éviter la transformation de la Cour suprême en « Cour souveraine et universelle d'appel », l'eût sans doute repoussée. Elle est, du reste, difficilement conciliable avec la jurisprudence suivie par la Cour de Cassation en matière de qualification légale, que nous exposerons plus loin. Autant le contrôle de la Cour suprême est effacé et discret pour la qualification légale, autant il serait rigoureux pour la déclaration de non culpabilité basée sur le défaut d'intention.

La jurisprudence, inaugurée par l'arrêt du 1^{er} mai 1903, sera-t-elle suivie ? Nous ne le savons ; mais un arrêt du 16 novembre 1911 (1), intervenu dans une espèce où l'affirmation des juges du fond était particulièrement discutable, porte simplement : « Attendu que
« l'appréciation de l'élément intentionnel rentre exclu-
« sivement dans les attributions des juges du fond et
« que leur déclaration, de ce chef, n'encourt la censure
« de la Cour de Cassation, que si elle est en opposi-
« tion avec les constatations mêmes de l'arrêt atta-
« qué... ; que le pouvoir d'appréciation, dont ils ont usé
« sur une question d'intention, est souverain et que
« son exercice ne peut être contrôlé en recourant à des

(1) B. 522.

« éléments de fait pris en dehors des constatations du
« jugement ou de l'arrêt. »

II. — Les faits de la prévention, déclarés constants, sont, en principe, constitutifs d'une infraction. Mais une disposition spéciale de la loi leur enlève tout caractère délictueux et interdit par là même l'application d'une peine. — Dans ce cas, le juge devra indiquer la raison de droit sur laquelle l'acquittement est fondé.

Cette hypothèse se présentera notamment dans les cas d'excuse admis par la loi. Il faudra que la décision de relaxe contienne les précisions nécessaires afin que la Cour de Cassation puisse contrôler s'il a été fait exacte application de la loi. « Attendu », lisons-nous dans un arrêt du 6 juillet 1912 (1), « que le jugement entrepris
« déclare... qu'aucune responsabilité pénale ne saurait
« incomber à M. et à B., ceux-ci, d'une part, n'ayant pas
« personnellement commis les contraventions préten-
« dues, n'étant, d'autre part, que les subordonnés du mi-
« nistre de l'intérieur, chef responsable, et n'ayant ni
« volontairement ni librement agi ; mais attendu que, ni
« isolément, ni pris dans leur ensemble, ces motifs ne
« justifient le dispositif de la décision attaquée... ; que
« la décision de relaxe n'aurait de base légale qu'autant
« qu'il résulterait des motifs du jugement que les défen-
« deurs ont, dans les prévisions de l'article 64 du Code

(1) B. 387.

« pénal, subi la contrainte d'une force à laquelle ils
« n'ont pu résister. »

Il en sera de même dans les cas où l'acquiescement sera basé sur une loi d'amnistie. Les énonciations du jugement devront permettre de vérifier si les dispositions de la loi d'amnistie ont été sainement interprétées par le juge du fond.

III. — Enfin, bien que les faits soient constitutifs d'une infraction et que leur caractère délictueux soit certain, le juge doit cependant s'abstenir, parfois, de prononcer une peine.

Il en est ainsi lorsque l'action publique est éteinte par la prescription. Mais il faut alors que la décision indique d'une manière précise les raisons pour lesquelles le juge a estimé que la prescription était acquise. « Attendu », dit un arrêt du 6 mars 1909 (1),
« qu'en se bornant à affirmer l'existence de la prescrip-
« tion, sans faire connaître la date des faits incriminés et
« le point de départ de cette prescription, le jugement
« attaqué met la Cour dans l'impossibilité d'exercer son
« droit de contrôle sur le point de savoir si la prescrip-
« tion a été légalement admise; qu'il y a donc lieu d'an-
« nuler la décision entreprise, pour défaut de motifs. »

Nous appliquerons le même principe dans toutes les hypothèses analogues, notamment lorsque, au cours de

(1) B. 154.

poursuites régulièrement exercées, interviendra un désistement qui mettra obstacle à une condamnation : désistement du mari, en matière d'adultère (art. 336 et 337 du Code pénal); désistement des plaignants, dans les cas prévus par l'article 60 de la loi du 29 juillet 1881 *sur la liberté de la presse*. Le juge devra mettre la Cour de Cassation en mesure de vérifier l'exactitude de l'interprétation qu'il a donnée de la loi.

CHAPITRE V.

DES DÉCISIONS DE CONDAMNATION.

Les faits de la prévention, déclarés constants, sont constitutifs d'une infraction légalement punissable. Le juge doit appliquer la sanction encourue. Comment sa décision sera-t-elle motivée ?

Tout jugement de condamnation comprend deux éléments : constatation que le prévenu a commis une infraction, application d'une peine. Ces deux éléments sont l'un et l'autre complexes.

Déclarer que le prévenu a commis une infraction implique une double affirmation : 1^o que les faits à lui reprochés sont établis ; 2^o que ces faits tombent sous le coup de la loi pénale. — Affirmation de la culpabilité, qualification légale du délit, tels sont les deux points que nous aurons à étudier, en ce qui concerne ce premier élément de la condamnation.

D'autre part, l'application de la peine soulève des problèmes d'ordres différents. Le juge doit, d'abord, déterminer la peine proprement dite édictée par le législateur pour réprimer l'infraction commise. Il a, ensuite, à rechercher si, à raison des circonstances du délit ou

de circonstances personnelles à l'inculpé, la peine ne doit pas être aggravée ou atténuée. Enfin, il peut avoir à se prononcer sur des difficultés relatives à l'exécution même de la peine. Ses décisions sur ces différents chefs devront-elles, toutes, être motivées ?

Autant de questions que nous aurons à examiner, quand, après avoir traité de la déclaration de culpabilité, nous parlerons de l'application de la peine.

SECTION PREMIÈRE. — Déclaration de culpabilité.

I. — *Affirmation de la culpabilité.*

La première condition pour qu'un jugement de condamnation puisse être prononcé, c'est que la culpabilité du prévenu soit certaine. Principe d'évidente justice qui n'a pas besoin de démonstration.

Les faits de la prévention sont-ils constants ? C'est au juge du fond qu'il appartient de le décider ; mais, le doute devant bénéficier à l'accusé, il n'y aura condamnation que si la réponse sur cette question primordiale est nettement affirmative.

Manquera donc de base légale et sera cassé pour défaut de motifs, par application de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, tout jugement de condamnation qui n'affirmera pas, en termes catégoriques, la culpabilité du prévenu.

« Attendu », dit un arrêt du 25 janvier 1912 (1), « qu'en
 « matière correctionnelle, lorsque le délit relevé ne
 « résulte pas nécessairement des énonciations d'un
 « procès-verbal, la loi abandonne à la conscience des
 « juges le soin d'apprécier souverainement, d'après les
 « débats, la valeur des preuves apportées à l'appui de
 « la poursuite ou au soutien de la défense ; mais qu'elle
 « exige d'eux, en cas de condamnation, qu'après avoir
 « constaté les éléments du délit et déclaré son existence,
 « ils affirment, en termes non équivoques, la culpabilité
 « du prévenu. »

Aucune expression sacramentelle n'est exigée ; mais il faudra que la conviction du juge apparaisse clairement. C'est ainsi que la Cour de Cassation considère comme insuffisantes les formules ci-après :

« Attendu que le délit peut être présumé à la charge du prévenu » (Arrêt du 5 juillet 1901. B. 194.) ;

« Attendu que le prévenu ne s'est pas disculpé » (Arrêt du 26 octobre 1888. B. 309.) ;

« Attendu qu'il est à présumer que le prévenu est coupable » (Arrêt du 13 janvier 1894. B. 11.) ;

« Attendu que le prévenu paraît avoir participé au délit » (Arrêt du 23 décembre 1909. B. 464.) ;

« Attendu qu'il paraît résulter de l'information que le prévenu est coupable » (Arrêt du 22 juin 1907. B. 280.).

(1) B. 49.

L'affirmation de la culpabilité est nécessaire ; elle est aussi suffisante, et le juge n'est pas tenu d'indiquer les éléments sur lesquels il a basé sa conviction. C'est là une conséquence du principe que le juge du fond est souverain pour les constatations de fait. L'obliger à donner le détail des preuves produites devant lui ne se comprendrait que si la Cour de Cassation avait qualité pour peser ces preuves et contrôler l'appréciation qu'en a faite le juge du fond.

« Attendu », dit un arrêt du 6 février 1909 (1), « qu'il
 « n'appartient pas à la Cour de Cassation de rechercher
 « quelles ont pu être les dépositions faites à l'audience
 « et ce qu'ont révélé les débats ; que l'appréciation des
 « témoignages produits rentre exclusivement dans les
 « attributions des juges du fond ; qu'ils n'ont pas à
 « rendre compte des éléments de conviction dont ils
 « ont fait dépendre, d'après les débats d'audience, la
 « preuve des faits qui leur sont déférés, ni, dès lors, à
 « déduire les motifs qui, dans leur conscience, ont
 « fait prévaloir certains témoignages sur certains au-
 « tres. »

Le contrôle de la Cour de Cassation ne portera que sur la validité de la procédure suivie pour l'administration de la preuve. C'est ainsi qu'elle annulera les jugements de condamnation déclarant que la conviction du juge a été déterminée par des renseignements recueillis per-

(1) B. 88.

sonnellement en dehors de l'audience (1). Mais ces questions sont étrangères au domaine d'application de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810.

De l'affirmation de la culpabilité, nous rapprocherons l'affirmation, par le juge, de la responsabilité pénale du prévenu, lorsque celui-ci est protégé par les dispositions des articles 66 et suivants du Code pénal. Aucun mineur de 18 ans ne peut être condamné, s'il n'est décidé qu'il a agi avec discernement. Le jugement devra s'expliquer formellement à cet égard (2) ; mais la Cour de Cassation estime suffisante une simple affirmation du juge, sans que celui-ci soit tenu de préciser les éléments sur lesquels il fonde son appréciation (3).

II. — *De la qualification légale.*

Le juge a affirmé sa conviction que le prévenu est coupable des faits qui lui sont imputés. Il doit énoncer ces faits et les qualifier.

(1) Cass. 7 janvier 1888. B. 9. — 29 mars 1888. B. 137. — 13 juillet 1895. B. 204. — 18 juillet 1896. B. 247. — 23 avril 1909. B. 223. — 12 novembre 1909. B. 514. — 11 novembre 1911. B. 519.

(2) Arrêts des 18 février 1909. B. 108. — 20 février 1909. B. 125. — 19 mars 1909. B. 174. — 26 mars 1909. B. 190. — 10 juillet 1909. B. 369. — 23 décembre 1909. B. 621. — 20 janvier 1910. B. 30. — 10 mars 1910. B. 123. — 23 juin 1910. B. 327. — 11 novembre 1911. B. 517. — 3 février 1912. B. 73. — 1^{er} mars 1912. B. 124. — 29 mars 1912. B. 182. — 4 avril 1912. B. 193. — 3 mai 1912. B. 217. — 4 juillet 1912. B. 375. — 18 juillet 1912. B. 410. — 22 août 1912. B. 466. — 19 septembre 1912. B. 486. — 7 novembre 1912. B. 538. — 3 janvier 1913. B. 5. — 17 janvier 1913. B. 32. — 19 juin 1913. B. 299.

(3) 9 décembre 1911. B. 577.

Il doit, d'abord, énoncer les faits retenus. — Il ne saurait se borner à dire :

« que le prévenu est l'auteur des faits qui lui sont reprochés », sans autre précision (Arrêt du 29 avril 1892, B. 119.) ;

« que le fait reproché est constant », sans autre indication (Arrêt du 30 mars 1893. B. 96. — Arrêt du 20 avril 1893. B. 101.) ;

« que le délit est clairement établi », sans spécifier en quoi ce délit consiste (Arrêt du 10 avril 1897, B. 138.) ;

« que les faits de la prévention sont constants et établis » (Arrêt du 5 juin 1908. B. 237.).

Mais l'énonciation ne suffit pas : le juge doit préciser le caractère juridique des faits incriminés. — C'est le grave problème de la qualification légale, qui, depuis un siècle, a été soumis tant de fois à la Cour de Cassation, sans qu'on puisse dire que la jurisprudence de la Cour suprême soit, à l'heure actuelle, définitivement fixée.

Le juge du fond tranche souverainement les questions de fait ; ce n'est que pour les questions de droit qu'il est soumis au contrôle de la Cour de Cassation. Donner la qualification légale d'un délit, est-ce nécessairement trancher une question de droit ? Le juge est-il tenu toujours de faire cette qualification ?

Une note rédigée en 1822 par le président Barris (1)

(1) DALLOZ : *Répertoire*, V^o Cassation, n^o 1224.

indique le système qui fut adopté, à cette époque, par la Cour de Cassation.

« La Cour de Cassation n'est instituée que pour
 « réprimer les violations de la loi. Elle ne peut connaî-
 « tre du bien ou du mal jugé ; elle sortirait de ses
 « attributions si elle exerçait son examen et sa censure
 « sur des décisions rendues par les tribunaux ordinaires,
 « sur des matières ou des cas qui, n'ayant été réglés par
 « aucune disposition de la loi, n'ont été soumis qu'à
 « leur discernement et à leur conscience..... Dans cette
 « détermination, les tribunaux n'ont pas de loi à appli-
 « quer ; ils ne peuvent donc en violer aucune ; ils ne
 « peuvent donc pas donner ouverture à cassation ; ils
 « peuvent, sans doute, se tromper ; mais un mal jugé,
 « qui est un moyen d'appel, ne peut jamais être un
 « moyen de cassation.

« Mais, a-t-on dit souvent, si les tribunaux ont fait
 « une juste application de la loi en prononçant la peine
 « sur la qualification qu'ils ont cru devoir donner aux
 « faits, l'erreur qu'ils ont commise dans cette qualifi-
 « cation les a, seule, induits à cette juste application ;
 « elle en a été l'unique base ; cette erreur étant prouvée,
 « il s'ensuivra que l'application de la loi pénale, qui
 « n'était juste que par elle, sera aussi prouvée fausse ;
 « donc cette erreur doit pouvoir être employée comme
 « moyen de cassation. — Ce raisonnement et cette
 « conséquence peuvent être appuyés, on en convient,
 « de quelques arrêts anciens ; mais ces arrêts furent

« une déviation des règles de l'institution de la Cour.
 « Cette jurisprudence erronée, si elle avait continué, se
 « serait bientôt étendue ; la Cour de Cassation eût
 « ajouté à son autorité d'annulation celle de réformation ;
 « elle se serait ainsi constituée en Cour souveraine et
 « universelle d'appel. Dès qu'en effet il y serait devenu
 « de principe qu'elle avait le droit d'entrer dans
 « l'examen de la moralité et de la qualification des faits
 « que la loi n'a pas réglés, elle n'aurait pas tardé à
 « exercer ce pouvoir dans toutes les matières criminelles
 « et même dans les matières civiles..... Tout le procès
 « aurait été remis en question ; et, sous prétexte qu'il
 « appartient à la Cour de Cassation d'apprécier si la loi
 « a été bien appliquée sur le fond, on l'aurait entraînée
 « à connaître de tous les éléments de l'instruction,
 « d'après lesquels il y aurait été statué. Les juges sont
 « de véritables jurés dans la décision de tout ce qui n'a
 « pas été réglé par la loi. »

C'est la distinction entre les délits définis et les délits non définis par la loi. Pour les premiers, le juge est soumis au contrôle de la Cour de Cassation ; il devra donner la qualification légale de l'infraction. Pour les autres, il ne tranche qu'une question de pur fait et il la tranche souverainement.

Ce système, qui a inspiré durant quelques années la jurisprudence de la Cour de Cassation, nous paraît devoir être repoussé.

Il n'est pas exact que le juge tranche une question

de pur fait quand il statue sur une infraction non définie. — Pour de telles infractions, dit-on, il est impossible, dans le silence de la loi, de séparer le fait et le droit. Il ne peut y avoir qu'une qualification morale (1). La loi a entendu s'en rapporter à la conscience du magistrat. Elle ne lui a imposé aucune formule. Il doit donc statuer souverainement.

« Si », disait le Procureur général Dupin, dans ses conclusions sur un arrêt du 23 mai 1834, « si, pour
« changer la conclusion de l'arrêt, il faut lui contester
« ses prémisses ; si, pour créer une violation prétendue
« de la loi, il faut dresser et construire à neuf une autre
« appréciation des faits, je ne reconnais plus l'œuvre de
« la Cour de Cassation. Elle cumule, elle usurpe les
« pouvoirs ; elle se fait d'abord Cour royale afin de
« devenir plus aisément Cour de Cassation. Ce n'est
« plus la décision désintéressée du jurisconsulte, mais le
« travail moral et peut-être passionné de l'individu. Et
« le danger de cette usurpation serait bien plus grand
« en matière criminelle. Là, les faits sont moins fixes,
« plus mobiles ; ils se compliquent de l'intention qui
« peut aller jusqu'à modifier l'évidence même. »

La distinction des délits, en délits définis et délits non définis, ne repose que sur une apparence. Que la loi ait précisé les éléments constitutifs d'une infraction, ainsi, par exemple, qu'elle l'a fait pour le vol, ou qu'elle n'ait

(1) CHENON. — *Origines, conditions et effets de la cassation*. Paris, 1882.

donné que la dénomination légale de l'infraction, comme pour l'attentat à la pudeur, la mission du juge sera exactement la même. Dans un cas, comme dans l'autre, il aura à établir le rapport d'un fait à la loi ; dans un cas, comme dans l'autre, il tranchera une question de droit.

S'agit-il d'un attentat à la pudeur, infraction prétendue non définie ? Le juge recherchera si les faits, par lui déclarés acquis, constituent le crime que le législateur a prévu sous la dénomination « attentat à la pudeur » ; il interprétera la loi et décidera de son application aux faits.

S'agit-il d'un vol, infraction prétendue définie ? La situation sera identique. En quoi consiste, en effet, la « définition » légale ? Dans l'énumération d'éléments constitutifs : 1^o soustraction, 2^o intention frauduleuse, 3^o chose d'autrui. Mais, pour ces éléments eux-mêmes, nulle définition. Au juge il appartiendra d'interpréter la loi et de l'appliquer aux faits. De même qu'il a interprété l'expression « attentat à la pudeur », de même il interprétera les expressions « soustraction », « intention frauduleuse », « chose d'autrui ».

Comment comprendre que, lorsque le juge interprète l'expression « attentat à la pudeur » de l'article 331, il trancherait une question de fait, alors que, lorsqu'il interprète l'expression « soustraction frauduleuse » de l'article 379, il tranche une question de droit ?

De même, la loi a donné, dans les articles 60 et 62,

des « définitions » de la complicité punissable ; tandis que l'article 2 n'a point « défini » le commencement d'exécution, constitutif de la tentative. N'est-ce pas une pure subtilité que de soutenir que, lorsque le juge interprète les expressions « machinations ou artifices coupables », « aide et assistance » de l'article 60, il statue en droit, tandis que, lorsqu'il interprète l'expression « commencement d'exécution » de l'article 2, il statue en fait ?

Nous pourrions multiplier les exemples : un vol a-t-il été commis avec escalade ? Question de droit, à raison de la prétendue définition de l'article 397. Un prévenu d'escroquerie a-t-il recours à une manœuvre frauduleuse ? Question de fait, à raison des termes de l'article 405 ; etc., etc.

La nécessité du contrôle de la Cour de Cassation ne s'impose-t-elle pas avec une égale force dans ces diverses hypothèses ? La Cour suprême a été créée pour assurer l'unité d'interprétation de la loi. Cette unité ne serait-elle donc nécessaire que dans les cas où le législateur a donné de sa pensée une expression qu'il a cru complète ? Les pouvoirs de la Cour de Cassation dépendraient-ils de la complexité ou de la simplicité des formules ?

Pour nous, il n'y a ni infraction définie, ni infraction non définie. Il y a seulement des formules légales que le juge doit appliquer aux faits ; et, quand il établit ce

rapport, il demeure sous le contrôle de la Cour de Cassation.

Mais, objecte-t-on, la Cour suprême va être conduite alors à apprécier les faits. Selon le mot du président Barris, elle va être transformée en « Cour souveraine et universelle d'appel ».

Nous répondons qu'il n'en sera rien. Pour vérifier l'exactitude des qualifications légales, la Cour suprême ne deviendra pas un troisième degré de juridiction ; car elle ne jugera pas le fond, mais l'arrêt. De la formule légale elle rapprochera les constatations de fait émanant du juge du fond, qu'elle tiendra pour acquises. Examen de droit et non examen de fait. Le procès ne sera pas « remis en question » comme le craignait le président Barris. Une application exacte de la loi sera assurée.

La théorie du président Barris a exercé une influence considérable sur la jurisprudence de la Cour de Cassation. On a dit que, dès 1830, la Cour suprême l'avait définitivement abandonnée. Nous verrons qu'à l'heure actuelle elle ne s'est pas complètement affranchie de l'idée qui a inspiré cette théorie.

Avant 1822, la Cour suprême affirmait son droit de contrôle sur toutes les qualifications. Ainsi, un arrêt du 29 octobre 1813 (1) déclare que l'erreur du juge sur le commencement d'exécution, constitutif de la tentative,

(1) B. 235.

est une erreur de droit, donnant ouverture à cassation.

— De 1822 à 1831, la Cour restreint son contrôle aux délits prétendus définis. Citons un arrêt du 15 octobre 1825 (1) : « Attendu que la Cour de Cassation ne peut
« rechercher si la loi a été violée dans la qualification
« des crimes ou délits que dans les cas où la loi déter-
« mine les éléments constitutifs et nécessaires de ces
« crimes ou délits ; que, dans tous les autres cas, la qua-
« lification en est abandonnée à la prudence et aux
« lumières des magistrats. » — Dès 1831, la théorie du président Barris est battue en brèche. Un arrêt du 5 août 1831 (2) revendique pour la Cour suprême un droit de vérification absolu : « Attendu que si, en ma-
« tière criminelle . . . les déclarations en fait des Cours
« et tribunaux . . . sont inattaquables, il en est autre-
« ment des qualifications qu'ils donnent ou qu'ils refu-
« sent de donner aux faits par eux déclarés ou non
« méconnus, et des conséquences qui peuvent en être
« tirées ; que l'examen de ces qualifications et de ces
« conséquences rentre dans les attributions de la Cour
« de Cassation ; que cette Cour, instituée pour répri-
« mer les violations qui peuvent être commises contre
« la loi, a nécessairement caractère pour juger de la
« qualification donnée ou refusée, mal à propos, aux
« faits résultant de l'instruction ; que le jugement de
« cette qualification des faits, dans leur rapport avec

(1) B. 209.

(2) B. 176.

« la loi qui doit leur être appliquée, est inséparable de celui de l'application elle-même de la loi ».

La Cour de Cassation revient ensuite sur sa jurisprudence en matière de tentative. Après avoir longtemps décidé que l'appréciation du commencement d'exécution est une question de fait, tranchée souverainement par le juge du fond, elle adopte la doctrine diamétralement opposée (1).

Peu à peu, la Cour de Cassation étend son droit de contrôle ; elle veut vérifier les qualifications. Mais, dans sa jurisprudence, que d'hésitations et de flottements !

Le principe est nettement affirmé : « le juge correctionnel ne peut prononcer une peine, à raison d'un fait, qu'il qualifie délit, qu'autant qu'il constate, dans sa décision, l'existence de tous les éléments constitutifs de l'infraction qu'il réprime (2) ». Et des applications remarquables en sont faites pour un certain nombre de délits.

(1) Citons les arrêts les plus récents : Cass. 2 août 1902. B. 274. — 4 avril 1903. B. 151. — 17 juillet 1903. B. 269. — 28 janvier 1905. B. 45. — 17 mars 1905. B. 128. — 22 juin 1905. B. 305. — 17 février 1906. B. 86. — 23 mars 1906. B. 148. — 28 avril 1906. B. 188. — 14 juin 1906. B. 253. — 22 décembre 1906. B. 468. — 9 février 1907. B. 77. — 29 août 1907. B. 383. — 4 avril 1908. B. 147. — 7 novembre 1908. B. 425. — 3 avril 1909. B. 208. — 18 juin 1909. B. 310. — 30 décembre 1909. B. 634. — 14 janvier 1910. B. 22 et 23. — 1^{er} septembre 1910. B. 479. — 20 janvier 1911. B. 47. — 26 janvier 1911. B. 59. — 3 juin 1911. B. 295. — 24 août 1911. B. 429. — 10 novembre 1911. B. 514. — 8 mars 1912. B. 141. — 2 août 1912. B. 442. — 22 novembre 1912. B. 574. — 21 mars 1913. B. 157.

(2) 1^{er} août 1908. B. 345. — 5 décembre 1912. B. 604.

L'appréciation des manœuvres frauduleuses de l'article 405 est une question de droit : « Attendu », porte l'arrêt du 28 juin 1912 (1), « qu'en matière d'escroquerie, les Cours et Tribunaux doivent énoncer les faits qui servent de base à leur décision, qu'ils aient pour conséquence la condamnation ou l'acquittement du prévenu ; qu'il appartient, en effet, à la Cour de Cassation de rechercher le caractère des faits incriminés dans leurs rapports avec la loi pénale et que c'est uniquement dans l'arrêt qui lui est déféré qu'elle doit trouver tous les éléments de son appréciation ». (2) — Il ne suffira pas que l'arrêt de condamnation reproduise la formule de l'article 405 (3). Il faudra des précisions de fait qui permettent à la Cour suprême d'apprécier si les manœuvres, retenues par le juge du fond, sont bien de celles que le législateur a entendu réprimer (4).

(1) B. 352.

(2) Jurisprudence constante : Voyez arrêts des 16 mars 1888. B. 114. — 15 novembre 1888. B. 327. — 23 février 1889. B. 77. — 12 décembre 1889. B. 385. — 5 février 1892. B. 43. — 21 juillet 1893. B. 499. — 5 avril 1894. B. 78. — 9 novembre 1894. B. 272. — 5 janvier 1895. B. 16. — 22 juin 1895. B. 184. — 23 octobre 1896. B. 296. — 18 août 1898. B. 300. — 31 août 1899. B. 266. — 11 août 1904. B. 388. — 2 mars 1905. B. 99. — 20 juillet 1905. B. 366. — 9 décembre 1909. B. 581. — 22 juillet 1911. B. 379. — 21 août 1911. B. 427. — 14 novembre 1912. B. 551.

(3) Cass. 3 avril 1909. B. 212. — 8 septembre 1910. B. 492.

(4) C'est ainsi que la Cour de Cassation considère comme insuffisamment motivés : l'arrêt qui condamne pour « jeu au bonneteau », sans préciser la nature de ce jeu, ni la manière dont il est pratiqué

Il en est de même pour l'outrage public à la pudeur, délit non « défini ». Tout arrêt de condamnation devra, à peine de nullité, non seulement indiquer la publicité, mais préciser la nature des actes obscènes, afin que la Cour de Cassation puisse vérifier s'ils sont constitutifs du délit (1).

Jurisprudence identique pour de nombreux délits.

Rébellion. — Est nul l'arrêt de condamnation qui ne spécifie pas les voies de fait constitutives de la rébellion, ni les circonstances desquelles il résulterait que l'agent de la force publique, envers lequel elle a été exercée, agissait pour l'exécution des lois (2).

Evaison par bris de prison et violences. — Est nul l'arrêt qui ne précise pas les circonstances caractérisant le bris de prison ou les violences (3).

Violences à officier ministériel. — Est nul l'arrêt qui ne précise pas la nature des violences et ne s'explique pas sur les circonstances desquelles il résulterait que

(Cass. 10 mars 1904. B. 136. — 13 janvier 1906. B. 32. — 17 mars 1906. B. 140) ; l'arrêt qui condamne pour escroquerie « par le procédé du vol à l'américaine », sans autre précision. (Cass. 22 mai 1913. B. 240.)

(1) Arrêts des 9 février 1901. B. 46. — 31 octobre 1903. B. 356. — 14 novembre 1903. B. 377. — 20 avril 1905. B. 204. — 7 juin 1912. B. 302. — 5 décembre 1912. B. 606.

(2) Arrêts des 7 juin 1907. B. 256. — 22 juin 1907. B. 281. — 27 novembre 1907. B. 479. — 27 juin 1908. B. 272. — 26 juin 1909. B. 336. — 27 mai 1910. B. 272. — 12 mai 1911. B. 253. — 16 février 1912. B. 96. — 14 mars 1912. B. 149. — 31 octobre 1912. B. 533. — 23 mai 1913. B. 244.

(3) Cass. 6 janvier 1912. B. 15.

l'officier ministériel aurait été violenté dans l'exercice de ses fonctions (1).

Mendicité habituelle. — Est nul l'arrêt de condamnation qui ne spécifie pas les faits établissant l'habitude (2).

Outrages aux bonnes mœurs. — Est nul l'arrêt de condamnation qui n'indique pas les passages des articles incriminés qui présenteraient un caractère d'obscénité (3).

Blessures par imprudence. — Est nul l'arrêt de condamnation qui, se bornant à reproduire la formule des articles 319 et 320, ne précise pas les faits d'où résulterait la faute (4).

Tenue de maison de jeux de hasard. — Est nul l'arrêt de condamnation qui ne précise pas la nature des jeux et met la Cour de Cassation dans l'impossibilité de vérifier si ces jeux avaient le caractère de jeux de hasard (5).

Exercice du métier de souteneur. — Est nul l'arrêt de condamnation qui se borne à reproduire les termes

(1) Cass. 15 janvier 1903. B. 21.

(2) Cass. 28 mars 1903. B. 138.

(3) Cass. 25 novembre 1892. B. 295.

(4) Cass. 14 avril 1904. B. 176.

(5) Arrêts des : 3 mars 1905. B. 102. — 2 décembre 1905. B. 533. — 13 juillet 1906. B. 288. — 28 décembre 1906. B. 475. — 26 janvier 1907. B. 46. — 2 février 1907. B. 63. — 13 mars 1908. B. 105. — 28 mai 1909. B. 294. — 4 novembre 1910. B. 540.

de l'article 4 de la loi du 27 mai 1885, modifié par la loi du 3 avril 1903 (1).

Abus de confiance. — Est nul l'arrêt de condamnation qui ne précise pas à quel titre et en vertu de quel contrat le prévenu avait reçu les objets détournés (2).

C'est surtout en matière de presse que la Cour de Cassation affirme son droit de contrôle sur les qualifications. Ainsi, pour le délit de « refus d'insertion de réponse », elle veut pouvoir trouver, dans la décision des juges du fond, tous les éléments qui lui permettront d'apprécier si le refus est, ou non, justifié : « Attendu », lit-on notamment dans un arrêt du 7 janvier 1911 (3), « que le refus d'insertion ne se justifie qu'autant que la « réponse serait contraire aux lois, aux bonnes mœurs, « à l'intérêt légitime d'un tiers ou à l'honneur du jour-
« naliste lui-même ; que, si la réponse de D... contient de
« vives attaques..., on n'y trouve ni allégation, ni
« imputation à l'adresse de personnes déterminées ;
« que, dès lors, elle ne porte atteinte à l'intérêt légitime
« d'aucun tiers. » Un arrêt du 27 octobre 1910 (4) va même plus loin : « Attendu que, s'il rentre dans les pou-

(1) Arrêts des 3 décembre 1904. B. 515. — 28 janvier 1905. B. 46. — 31 mai 1907. B. 247. — 14 mars 1908. B. 111.

(2) Arrêt des 24 mars 1893. B. 91. — 17 novembre 1894. B. 284. — 15 mai 1896. B. 171. — 13 mars 1897. B. 92. — 21 avril 1898. B. 158. — 18 février 1899. B. 24. — 18 avril 1902. B. 151. — 13 juillet 1907. B. 326.

(3) B. 15.

(4) B. 524.

« voirs des juges du fait d'apprécier la teneur de la
 « réponse aussi bien que celle de l'écrit qui a provoqué
 « cette réponse, leur appréciation est soumise au con-
 « trôle de la Cour de Cassation, lequel s'exerce, non
 « seulement sur les énonciations de l'arrêt, mais aussi
 « sur les articles de journaux versés au procès. »

Voilà une jurisprudence qui paraît bien nette et fort éloignée de la théorie du Président Barris. Plus de distinction entre les délits « définis » et les délits « non définis ». Obligation pour le juge du fond de préciser les éléments de fait par lui retenus, afin que la Cour suprême puisse vérifier s'ils sont constitutifs de l'infraction réprimée. Il ne suffira pas que la décision reproduise la formule du code ; il faudra qu'elle fournisse toutes les indications qui sont nécessaires à la Cour de Cassation pour apprécier s'il a été fait exacte application de la loi.

Malheureusement, la Cour suprême a reculé devant les conséquences logiques de la règle qu'elle-même avait si clairement énoncée. Suivant les délits, suivant les espèces, sans qu'aucun principe directeur semble inspirer ses arrêts, elle a tantôt revendiqué, tantôt abdiqué son droit de contrôle. Alors que, pour certaines infractions, telles que l'outrage public à la pudeur, l'escroquerie, l'exercice du métier de souteneur, elle exige les précisions les plus formelles et considère comme insuffisante la simple reproduction de la formule légale, pour d'autres délits, au contraire, elle déclare

s'en rapporter à l'appréciation souveraine des juges du fond.

Nous allons citer quelques exemples de cette jurisprudence qui est, selon nous, en contradiction manifeste avec la règle qu'édictait l'article 7 de la loi du 20 avril 1810.

Vol. — La Cour de Cassation ne demande aucune précision sur les éléments de fait qui ont paru au juge constitutifs du délit. La formule de l'article 379 lui suffit : « Attendu », dit un arrêt du 4 novembre 1854 (1), « que le jugement déclare B... coupable d'avoir, dans « le courant d'avril 1854, soustrait frauduleusement au « préjudice de H... une épingle de diamants d'une « valeur de trois cents francs environ, délit prévu et « puni par l'article 401 du Code pénal ; attendu que, « dans ce libellé, l'arrêt constate le fait qui a donné « lieu à la poursuite, lui donne sa qualification légale « et lui applique la peine que la loi prononce pour sa « répression ; attendu, dès lors, que la décision attaquée « est suffisamment motivée et s'est par suite conformée « aux prescriptions de l'article 7 de la loi du 20 avril « 1810 ».

Autre arrêt du 21 décembre 1906 (2) : « Attendu que « les motifs du jugement énoncent que les prévenus « ont, ensemble et de concert, soustrait frauduleusement « une somme de huit cent vingt francs au préjudice du

(1) B. 307.

(2) B. 462.

« sieur X. . . , qu'ils contiennent ainsi, avec la spécification de tous les éléments de la qualification retenue, « un énoncé de fait, dont le laconisme, en l'absence de toute contestation des prévenus sous forme de conclusions, ne saurait donner ouverture à cassation ». (1)

Abus de confiance. — Même jurisprudence pour le délit d'abus de confiance : « Attendu », dit un arrêt du 14 août 1908 (2), « que le jugement constate qu'il est « résulté des documents de la cause et des débats que, « depuis moins de trois ans, à Paris, F... a détourné « ou dissipé au préjudice de F..., qui en était propriétaire, une somme de deux cent soixante-quinze francs, « par lui touchée pour le compte de ce dernier, c'est-à-dire qu'il n'avait reçue qu'à titre de mandat, à charge « de la rendre ou représenter et d'en faire un emploi « déterminé ; attendu que, si les juges du fond auraient « pu énoncer plus explicitement les faits de la pré- « vention et mettre plus complètement la Cour de Cassation en situation d'en apprécier le caractère, le « laconisme regrettable de l'arrêt ne peut, toutefois, « donner ouverture à cassation, dès que le motif exprimé « renferme la constatation des éléments du délit tels « qu'ils sont précisés dans l'article pénal appliqué ». (3)

La seule exigence — si l'on peut employer cette

(1) Dans le même sens, 20 février 1904. B. 120.

(2) B. 368.

(3) Dans le même sens, 29 mai 1903. B. 204. — 23 décembre 1904, B. 543.

expression — que formule la Cour suprême, se réfère à l'indication du contrat dont la violation constitue le délit d'abus de confiance. Elle demande, tout au moins, que ce contrat soit nettement déterminé et n'accepte pas qu'il soit présenté sous une forme alternative : mandat ou dépôt (1), louage ou prêt à usage (2), mandat ou prêt à usage (3), etc.

Complicité. — Même abandon du droit de contrôle. Sans doute, la Cour de Cassation considère comme insuffisante la simple indication que le prévenu est complice, sans autre précision : « Attendu », dit un arrêt du 31 août 1895 (4), « qu'en matière de complicité, « il ne suffit pas, pour justifier l'application des dispositions de l'article 59 du Code pénal, de dire, d'une « manière générale et vague, que le prévenu s'est rendu « complice de tel ou tel délit, qu'il est indispensable « d'énoncer en quoi a consisté la complicité ; attendu « que l'arrêt attaqué ne satisfait pas à cette condition ; « qu'il n'énonce aucun fait constitutif d'un mode quelconque de complicité et n'indique même pas si c'est

(1) Arrêts des 14 mai 1891. B. 115. — 5 décembre 1891. B. 241. — 10 février 1893. B. 36. — 2 janvier 1896. B. 1. — 15 janvier 1898. B. 18. — 5 mars 1898. B. 105. — 21 octobre 1899. B. 284. — 10 novembre 1899. B. 313. — 20 décembre 1902. B. 396. — 13 janvier 1905. B. 16. — 8 avril 1905. B. 189. — 5 mai 1905. B. 217. — 29 juin 1906. B. 262. — 12 août 1910. B. 455. — 3 juin 1911. B. 297. — 4 avril 1912. B. 194.

(2) Cass. 20 juillet 1905. B. 362.

(3) Cass. 18 janvier 1913. B. 37.

(4) B. 161.

« des dispositions de l'article 60 ou de celles de l'article 62 du Code pénal qu'il entend faire l'application ;
« qu'il est, dès lors, dépourvu de motifs et sans bases
« légales ».

On se contentera de la reproduction d'une des formules des articles 60 et 62 et le contrôle de la Cour de Cassation ne portera que sur un point : la formule a-t-elle été intégralement copiée ? Si le juge a retenu complicité « par aide et assistance », il faudra qu'il n'oublie point de spécifier que le prévenu a agi « avec connaissance » (1) et de préciser que l'aide et l'assistance se sont manifestées « dans les faits qui ont préparé ou facilité l'infraction ou dans ceux qui l'ont consommée » (2). Pour la complicité par recel, le juge ne devra point omettre le terme « sciemment » de l'article 62 ou une formule équivalente (3).

La Cour de Cassation va même, en matière de complicité, jusqu'à accepter des motifs alternatifs. Si, en principe, elle n'admet pas que le juge puisse attribuer aux faits deux qualifications différentes, sans dire laquelle des deux doit être en définitive retenue (4),

(1) Arrêts des 12 novembre 1908. B. 430. — 23 décembre 1908. B. 530.

(2) Cass. 20 février 1909. B. 127.

(3) Arrêts des 4 février 1910. B. 43. — 9 juillet 1910. B. 370. — 18 août 1910. B. 468. — 20 janvier 1911. B. 40. — 1^{er} avril 1911. B. 184. — 27 mai 1911. B. 280. — 27 octobre 1911. B. 473. — 23 novembre 1911. B. 538. — 29 mars 1912. B. 486. — 5 avril 1912. B. 204. 3 avril 1913. B. 166.

(4) Arrêts des 30 mars 1901. B. 113. — 5 juillet 1901. B. 194. —

elle est moins rigoureuse quand la complicité constitue un des termes de l'alternative. A la vérité, il ne suffira pas que le juge déclare le prévenu auteur « ou tout au moins complice » du délit (1), sans plus ample précision, mais il pourra le déclarer auteur ou tout au moins complice en prenant soin de reproduire, complètement une des formules légales de la complicité (2). Pour la Cour de Cassation, sera donc suffisamment motivé un jugement de condamnation qui dira que X... est coupable d'avoir, à telle date, en tel lieu, soustrait frauduleusement un objet mobilier au préjudice de Y... ou d'avoir sciemment recélé cet objet. — On se demande ce que devient le droit de contrôle que la loi a entendu conférer à la Cour de Cassation. Il disparaît. Et un arrêt du 23 octobre 1885 (3) souligne la renonciation par la Cour suprême à une de ses plus hautes attributions : « Attendu », dit cet arrêt, « que la décision attaquée, en déclarant « que le délit relevé à la charge de L... avait été com-
« mis avec préméditation et guet-apens, n'aurait pas
« indiqué les circonstances d'où résulteraient la prémé-
« ditation et le guet-apens ; attendu que ces mots
« expriment par eux-mêmes qu'un dessein a été formé

(1) Arrêts des 22 décembre 1905. B. 567. — 2 mars 1907. B. 110. — 4 février 1910. B. 38. — 10 août 1911. B. 418.

(2) Cass. 4 juillet 1912. B. 374. — 21 novembre 1913. B. 517. — Voir aussi pour le cas où les deux termes de l'alternative seraient l'un le délit consommé, l'autre la tentative de ce délit, Cass. 23 octobre 1913. B. 456.

(3) B. 280.

« avant l'action et qu'une embûche a été préparée pour
 « la commettre ; que ces expressions ont d'ailleurs été
 « définies par la loi pénale (art. 297 et 298) ; que cette
 « définition imprime aux mots guet-apens et prémédi-
 « tation un sens précis, celui même de la définition ; que
 « l'emploi de ces mots signifie donc légalement que le
 « prévenu a formé, avant l'action, le dessein d'attenter à
 « la personne de sa victime et l'a attendue plus ou
 « moins de temps, dans un ou plusieurs lieux, pour
 « exercer sur elle des actes de violence ; attendu, dès
 « lors, que l'arrêt attaqué a pu, sans violer les dispo-
 « sitions de la loi ci-dessus visée (article 7 de la loi du
 « 20 avril 1810), se borner à dire que les violences
 « reprochées au demandeur avaient été commises avec
 « préméditation et guet-apens ».

Il semble que la Cour de Cassation ait ainsi retourné la distinction que faisait le Président Barris entre les infractions définies et les infractions non définies (1). Le droit de contrôle ne s'exercerait plus que pour ces dernières ; les autres seraient abandonnées à l'appréciation souveraine des juges du fond, sous la seule obligation pour eux de reproduire textuellement les formules du Code.

Un tel revirement serait inexplicable. Présenté sous cette forme, il n'est du reste pas exact, car, pour certaines infractions définies, telles que le vagabondage spécial, la Cour suprême affirme son droit de contrôle.

(4) De CHAUVERON, op. cit., page 53.

La vérité est que la Cour de Cassation n'a obéi à aucune règle bien déterminée et qu'elle ne s'est jamais affranchie de cette appréhension, qu'exprimait le Président Barris, de se transformer en « Cour souveraine et universelle d'appel ». Ainsi que nous l'avons déjà dit, les craintes du Président Barris n'étaient pas fondées : en vérifiant l'exactitude des qualifications légales, la Cour suprême ne juge pas le fond du débat, mais l'arrêt, seul, qui lui est soumis.

Quoi qu'il en soit, examinons de plus près cette jurisprudence qui, pour certaines infractions, telles que le vol ou l'abus de confiance, supprime le contrôle de la Cour suprême, sous la seule condition de la reproduction de la formule légale.

Cette jurisprudence n'est pas absolue et comporte deux tempéraments :

1° L'obligation pour le juge de répondre aux conclusions des parties — obligation que nous étudierons plus loin — a pour conséquence de le mettre en demeure de s'expliquer sur la qualification et les éléments constitutifs du délit, lorsque, par des conclusions formelles, le prévenu discute l'exactitude de cette qualification et l'existence de ces éléments (1). En vérifiant la portée de la réponse faite par le juge, la Cour de Cassation vérifiera, par là même, la qualification donnée au délit.

(1) Cass. 30 avril 1891. B. 99. — 20 février 1904. B. 120. — 5 novembre 1910. B. 545. — 8 décembre 1910. B. 609. — 28 septembre 1911. B. 452.

Mais, d'une part, le prévenu peut ne pas avoir de défenseur, et, comme le fait observer M. Garçon, « l'exacte application de la loi pénale doit-elle dépendre de l'absence ou même de la négligence d'un avocat ? » (1). D'autre part, il est inexplicable que le droit de contrôle de la Cour de Cassation soit restreint au cas où des conclusions ont été prises devant le juge du fond par le ministère public ou le prévenu.

2° Si le juge du fond a spécifié dans sa décision les éléments de fait par lui considérés comme constitutifs du délit, la Cour suprême vérifiera l'exactitude de son appréciation (2). Ceci conduit aux conséquences les plus singulières. Plus le juge sera scrupuleux dans l'accomplissement de sa mission, plus il aura pris souci d'observer l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, et plus il risquera de voir sa décision annulée par la Cour suprême. Si, au contraire, méconnaissant les prescriptions de la loi, il s'est abstenu de donner tout motif et s'est contenté, prudemment, de reproduire l'article de loi appliqué, il échappera à tout contrôle.

C'est le retour aux errements suivis par notre ancienne jurisprudence. Quelle différence établir entre un jugement dépourvu de tout autre motif qu'une copie textuelle d'un article de loi et un jugement établi selon la formule : « pour les cas résultant du procès » ?

(1) GARÇON. *Code pénal annoté* ; art. 379, n° 505.

(2) 23 juin 1900. B. 226. — 8 juillet 1905. B. 348.

Le système de la Cour de Cassation — si l'on peut donner le nom de système à un ensemble de décisions aussi contradictoires — nous paraît inacceptable. Nous estimons que le contrôle des qualifications légales constitue toujours une pure question de droit dont l'examen rentre dans les attributions de la Cour de Cassation. Obliger le juge du fond à préciser les éléments de fait qui lui ont paru caractériser le délit, nous semble le seul moyen, pour la Cour de Cassation, de remplir la mission que la loi lui a confiée. Nous pensons qu'une plus exacte application de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 conduira, nécessairement, la Cour suprême à étendre à toutes les infractions les principes qu'elle a si nettement proclamés en matière d'escroquerie, d'outrage public à la pudeur et de tentative. Car ces principes, d'ordre général, s'imposent avec la même force pour toutes les infractions punissables.

SECTION II. — De l'application de la peine.

Les faits de la prévention étant déclarés constants et l'infraction qualifiée, le juge est-il tenu de motiver l'application de la peine ?

I. — *De la peine proprement dite.*

La fixation de la peine ne comporte pas l'indication de motifs spéciaux. Dans les limites que la loi lui a tracées, le juge est maître de la répression. Il n'a pas

à dire pourquoi il applique le minimum plutôt que le maximum. Sa décision, à cet égard, est souveraine.

Il en est ainsi, même quand, sur l'appel interjeté par le ministère public, les juges du second degré élèvent la peine prononcée en première instance : « Attendu », dit un arrêt du 3 juillet 1913 (1), « que la latitude donnée aux juges, dans l'application des dispositions pénales édictées par la loi, étant une faculté de laquelle ils ne doivent aucun compte, l'arrêt attaqué n'avait pas à motiver la partie de son dispositif qui, sur l'appel du ministère public, a élevé la peine » (2).

Le juge n'a pas non plus à motiver d'une manière spéciale les différences qu'il croit devoir faire dans l'application de la peine entre les divers inculpés (3).

Mais ne doit-il pas, tout au moins, indiquer le texte où il a puisé la pénalité qu'il édicte? En matière de simple police, l'article 163 exige, à peine de nullité, l'insertion du texte appliqué. Par contre, en matière criminelle et correctionnelle, le défaut d'insertion n'entraîne pas nullité (Art. 195 et 369 du Code d'instruction criminelle.) (4).

Dans la pratique, le texte est inséré dans le jugement ou l'arrêt. Que décider si la citation faite par le juge est erronée?

(1) B. 323.

(2) Dans le même sens. — Arrêt du 13 février 1909. B. 103.

(3) Arrêt du 29 février 1896. B. 80. — Arrêt du 9 avril 1897. B. 129.

(4) Voir notamment arrêt du 5 juin 1913. B. 266.

L'article 411 du Code d'instruction criminelle, spécial aux matières criminelles, mais étendu aux matières correctionnelles et de simple police par l'article 414, a prévu cette hypothèse : « Lorsque la peine prononcée
« sera la même que celle portée par la loi qui s'appli-
« que au crime, nul ne pourra demander l'annulation
« de l'arrêt, sous le prétexte qu'il y aurait erreur dans
« la citation du texte de la loi ».

Ce texte, très clair, ne vise qu'un cas : le juge a qualifié exactement l'infraction et édicté la peine portée par la loi ; mais, par inadvertance, il a cité, dans sa décision, un texte autre que celui qu'il convenait d'appliquer. L'erreur qu'il a ainsi commise ne cause nul préjudice au condamné. Celui-ci est bien frappé pour le délit dont il est l'auteur. Le délit a été apprécié en conformité de la loi et c'est la pénalité légale qui a été prononcée. La règle « pas d'intérêt, pas d'action » s'oppose à ce que le prévenu puisse obtenir l'annulation de la décision rendue.

Telle est la seule portée de l'article 411. Cependant, sur ce texte, la Cour de Cassation a édifié tout un système de jurisprudence, dépourvu du reste d'une logique absolue et connu sous le nom de « théorie de la peine justifiée ».

La Cour suprême a d'abord étendu l'article 411 au cas d'erreur dans la qualification. Le juge a infligé deux années d'emprisonnement pour une infraction qu'il a qualifiée « abus de confiance », alors qu'elle cons-

tituait une « escroquerie ». Les articles 406 et 408 ont été appliqués à tort ; mais la peine de deux années d'emprisonnement aurait pu être prononcée, en vertu des dispositions de l'article 405. La peine est donc justifiée. « Attendu », dit notamment un arrêt du 29 avril 1910 (1), « que l'article 411 s'applique au cas d'une « qualification inexacte de l'infraction aussi bien qu'au « cas d'une citation erronée de la loi pénale lorsque la « peine prononcée trouve une base suffisante dans les « faits régulièrement constatés (2). »

Cette première extension de l'article 411 en a amené une deuxième. Plusieurs inculpations de même nature et de même qualification ont été retenues par le juge, mais une seule était constitutive d'une infraction punissable. L'infraction retenue à bon droit justifiera la peine prononcée pour l'ensemble des infractions (Arrêts des 1^{er} avril 1905. B. 160. — 4 juillet 1906. B. 274. — 4 décembre 1909. B. 578. — 10 juin 1910. B. 299. — 22 juillet 1910. B. 401. — 4 août 1910. B. 429. — 30 décembre 1910. B. 679. — 9 décembre 1911. B. 578. — 9 mars 1912. B. 146.).

Troisième extension. Plusieurs inculpations, comportant des qualifications différentes, ont été retenues par le juge, alors qu'une seule aurait dû l'être. Mais

(1) B. 236.

(2) Jurisprudence constante. — Voir notamment arrêts des 22 février 1906. B. 89. — 10 novembre 1906. B. 397. — 28 décembre 1906. B. 477. — 20 juillet 1912. B. 415.

cette infraction aurait pu légalement entraîner la peine qui a été prononcée par le juge. La peine est donc justifiée (Arrêts des 23 novembre 1901. B. 289. — 20 décembre 1902. B. 396. — 19 mars 1903. B. 119. — 26 février 1904. B. 124. — 12 janvier 1905. B. 11. — 21 septembre 1905. B. 451. — 19 mai 1906. B. 215 et 218. — 14 juin 1906. B. 254. — 22 décembre 1906. B. 468. — 4 février 1910. B. 39. — 14 janvier 1911. B. 30. — 23 février 1911. B. 109. — 22 novembre 1912. B. 568.).

Telle est, résumée dans ses grandes lignes, et sous la réserve des précisions qui vont suivre, la théorie de la peine justifiée. Elle est juridiquement fondée sur le défaut d'intérêt du condamné à critiquer une décision dont le dispositif aurait pu être identique, alors même que le juge n'aurait retenu et réprimé que la seule infraction déclarée par la Cour suprême légalement punissable.

Tout au moins faut-il que la peine prononcée n'excède pas celle édictée par la loi pour le seul délit qui eut dû être frappé. Si la peine est supérieure : si, par exemple, le juge a infligé cinq années d'emprisonnement pour un délit d'abus de confiance qualifié à tort escroquerie, la cassation sera encourue. Si, encore, la peine principale étant justifiée, il a prononcé des peines complémentaires non prévues par le texte dont il aurait dû faire application : si, par exemple, il a infligé l'interdiction de séjour pour un délit d'abus de confiance qualifié à

tort délit de vol, il y aura cassation par retranchement (Arrêts des 7 mars 1895. B. 74. — 20 mars 1897. B. 100. — 8 décembre 1910. B. 616.).

Avant d'apprécier le système adopté par la Cour de Cassation, il est nécessaire, pour la clarté même de la discussion, d'indiquer deux exceptions que la Cour suprême a cru devoir apporter au principe par elle admis.

En premier lieu, elle prononce l'annulation quand, dans la détermination de la peine, le juge a pris en considération l'état de récidive du prévenu, alors que celui-ci n'eût pas dû être considéré comme récidiviste, si l'inculpation retenue à tort par le juge avait été écartée (Arrêts des 11 mars 1887. B. 100. — 9 avril 1887. B. 143. — 5 janvier 1895. B. 11.).

D'autre part, lorsque l'erreur de droit commise par le juge a eu pour conséquence une erreur, préjudiciable au condamné, dans la détermination de la peine légalement applicable : si, par exemple, au cas de verdict affirmatif, avec admission des circonstances atténuantes, il a, pour appliquer les dispositions de l'article 463, pris comme point de départ les travaux forcés à temps, alors que la réclusion était seule encourue, il y aura encore cassation (Arrêts des 7 avril 1865. B. 90. — 15 juin 1900. B. 213. — 15 février 1906. B. 75. — 7 avril 1910. B. 173. — 15 mars 1912. B. 153. — 20 avril 1912. B. 216.).

Ainsi que nous l'indiquerons plus loin, cette dernière

exception nous paraît ruiner le principe même posé par la Cour de Cassation. — Examinons ce principe.

Constatons, tout d'abord, qu'il a été créé de toutes pièces par la Cour suprême. — Bien que les arrêts rendus en cette matière soient tous fondés sur l'article 411, il est hors de doute que, ni de près ni de loin, le texte invoqué n'autorise la théorie imaginée par la Cour de Cassation. L'article 411 est rédigé en termes d'une netteté parfaite. Il ne vise qu'un cas : celui que nous avons exposé. — Vainement objecte-t-on (1) qu'il n'est alors qu'une application inutile d'une règle de droit certaine. Cette inutilité n'est pas aussi évidente qu'on le prétend : elle ne saurait, au surplus, nous conduire à donner à l'article 411 une interprétation qui est manifestement toute différente de celle que lui attribuaient ses rédacteurs (2). Les travaux préparatoires sont formels à cet égard. Le pourvoi en cassation, disait Cholet, « n'appartiendra à personne si la peine prononcée a été « encourue par le condamné et si l'on ne peut reprocher « à l'arrêt d'autre erreur que celle commise dans la citation du texte de la loi ». (3)

La théorie de la peine justifiée ne saurait donc trouver de base dans le texte de l'article 411. Peut-on la fonder sur le défaut d'intérêt du condamné à poursuivre l'annu-

(1) Note de M. Sarrut. D. P. 1897, I, 393.

(2) Voir note de M. Roux. S. 1906, I, 201.

(3) LOCRÉ. *Législ. civ. com. crim.*, tome 27, p. 80.

lation de la décision qui le frappe ? Nous n'hésitons pas à nous prononcer pour la négative.

Ce prétendu défaut d'intérêt n'est, en effet, qu'une apparence. Dix inculpations d'escroquerie ont été retenues par le juge. Or, une seule était légalement punissable. Théoriquement, le juge eût pu prononcer, à raison de ce seul délit, la peine qu'il a édictée pour les dix inculpations ; mais, qui ne voit que c'est là théorie pure ? qui ne voit l'intérêt du prévenu à obtenir une nouvelle détermination de la peine eu égard au seul délit qu'il a commis et abstraction faite de ceux qu'on lui a imputés à tort ?

Objection plus grave encore. L'arrêt de rejet a pour effet de donner force de chose jugée à la décision de condamnation dont le dispositif demeurera intact. Qu'advient-il si, des deux infractions retenues par le juge, une seule entraînait des incapacités légales et si c'est précisément celle-là que la Cour de Cassation déclare ne constituer aucune infraction punissable ? Un individu est condamné à quatre mois de prison pour abus de confiance et coups et blessures. La Cour de Cassation déclare que l'inculpation d'abus de confiance a été retenue à tort. Mais la peine étant justifiée par le délit de coups et blessures, elle rejette le pourvoi. Le condamné sera-t-il privé de ses droits politiques par l'effet de cette condamnation ? Quelques arrêts (1) déclarent que les incapacités ne seront pas encourues. C'est la mé-

(1) Voir notamment arrêt du 10 novembre 1899. B. 317.

connaissance des principes les plus certains sur l'autorité de la chose jugée. Qu'importe, en effet, que, dans les motifs de son arrêt, la Cour suprême apprécie que le juge a mal qualifié telle ou telle infraction ? Le dispositif importe seul. Or, ce dispositif est un rejet. La décision frappée de pourvoi devient irrévocable et le prévenu demeure définitivement condamné pour les délits retenus à sa charge par ladite décision.

Même question en ce qui concerne la récidive. Le condamné, dont nous venons de parler, devra-t-il être considéré comme récidiviste si, dans le délai fixé par l'article 57 du Code pénal, il commet un délit de vol, abus de confiance ou escroquerie ? Encourra-t-il, le cas échéant, la peine de la relégation ? Un arrêt du 14 février 1895 (1) indique que la Cour de Cassation reculerait devant cette conséquence ; mais M. le Procureur général Sarrut, partisan de la théorie de la peine justifiée, critique vivement la décision précitée :

« Il y aurait lieu », dit-il, « de regretter que cet arrêt...
 « constituât un précédent et servit désormais de règle
 « à la Cour de Cassation. Le maintien, par un arrêt
 « d'irrecevabilité ou de rejet, d'une condamnation pour
 « une infraction unique, objet d'une qualification
 « inexacte, ou d'une condamnation basée pour partie
 « sur un délit inexistant en droit, alors que la condam-
 « nation est justifiée, dans le premier cas, par la quali-

(1) B. 59.

« fication qu'il y aurait lieu de substituer, dans le deuxième cas, par une autre infraction non contestée, cause-t-elle préjudice par ce motif que ce délit peut, éventuellement, constituer le premier terme de la récidive ou l'un des termes de la relégation, si le condamné réitère un délit de nature à compter pour la récidive ou la relégation ? Un condamné fait-il donc valoir un intérêt légitime et mérite-t-il d'être écouté par le juge quand il invoque la possibilité d'un délit à commettre, c'est-à-dire d'une infraction à la loi pénale, librement et sciemment accomplie ? Assurément non : *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans.* »

Nous ne pouvons accepter un pareil système qui pourrait avoir pour effet de faire prononcer la relégation, par application de l'article 4 § 3 de la loi du 27 mai 1885, contre un prétendu récidiviste qui, hors le cas de la dernière poursuite, n'aurait jamais commis aucune des infractions visées par ce texte.

Quant au droit de la partie lésée, que devient-il dans le système de la peine justifiée ? Sans doute la Cour de Cassation n'étend pas l'article 411 aux réparations civiles (1); mais la partie, lésée par celle des inculpations que

(1) Signalons à cet égard un arrêt du 9 mars 1912 (B. 146). Un gérant de journal, déclaré coupable par le jury de deux délits d'injures publiques, est condamné à un mois de prison, deux cents francs d'amende et à mille francs de dommages-intérêts envers la partie civile. La Cour suprême apprécie que des deux chefs retenus un seul

la Cour suprême décide avoir été retenue à tort, pourra-t-elle se prévaloir de l'arrêt de condamnation dont le dispositif acquiert ainsi force de chose jugée ? Pourra-t-elle demander des dommages-intérêts en se fondant sur cet arrêt ? Quelle sera devant la juridiction civile l'autorité d'un arrêt de condamnation devenu irrévocable et dont l'illégalité résultera des motifs seuls d'un arrêt de la Cour de Cassation ?

Que dire de l'exception admise par la Cour suprême au cas d'erreur du juge dans la détermination de la peine applicable ? Prenant pour point de départ les travaux forcés à perpétuité au lieu des travaux forcés à temps, qui seuls étaient encourus, une Cour d'assises a prononcé la peine de la réclusion, tandis qu'elle eût pu descendre jusqu'à deux années d'emprisonnement.

Il y aura cassation. Et encore, pour M. le Procureur général Sarrut, l'annulation ne devra intervenir que lorsque les juges auront abaissé la peine jusqu'à ce qu'ils pensaient être le minimum ; car, alors seulement, « on est en droit de supposer qu'ils eussent encore atténué la peine s'ils avaient cru pouvoir le faire » (1). Moins rigoureuse que M. le Procureur général Sarrut, la Cour suprême prononce la cassation, alors même que

est légalement punissable. La peine étant justifiée par l'autre chef, elle rejette le pourvoi en ce qui concerne la condamnation à l'emprisonnement et à l'amende. Mais, sur l'allocation des dommages-intérêts, elle casse et renvoie la cause devant un Tribunal civil.

(1) Dans ce sens, arrêt du 10 décembre 1891. B. 246.

les juges n'auraient pas abaissé la peine jusqu'au minimum (1).

Mais comment ne pas être frappé de la différence inexplicable de situation ainsi faite aux condamnés ? X., déclaré coupable de deux crimes de faux en écriture privée, avec admission des circonstances atténuantes, est condamné à 5 ans de prison. La Cour de Cassation estime qu'un des deux chefs retenus n'était pas punissable ; mais la peine étant justifiée par l'autre chef, elle rejette le pourvoi. — Y., déclaré coupable d'un crime de faux en écriture de commerce et d'un crime de faux en écriture privée, avec admission des circonstances atténuantes, est condamné à cinq ans de prison. La Cour de Cassation estime que le chef retenu sous la qualification de faux en écriture de commerce ne constituait qu'un faux en écriture privée : elle casse. Pourquoi Y. est-il préféré à X. ? Pourquoi son pourvoi est-il admis tandis que celui de X. est rejeté ? Qui donc peut affirmer que la Cour d'assises aurait infligé cinq années d'emprisonnement à X. si un seul des chefs d'accusation avait été retenu ? Qui peut affirmer qu'elle aurait prononcé contre Y. une peine inférieure si elle avait connu la qualification exacte que comportaient les deux chefs retenus ?

Restent les considérations de fait invoquées par M. le Procureur général Sarrut et qui, plus que les

(1) Voir notamment arrêts précités des 15 mars et 20 avril 1912.

considérations de droit, paraissent avoir déterminé la jurisprudence de la Cour de Cassation :

Economie de frais. — Cette objection extra-juridique ne saurait nous arrêter. Il ne faut pas, au surplus, s'en exagérer la portée. S'agit-il d'un arrêt correctionnel ? Les frais occasionnés par la nouvelle procédure seront minimes, les Cours n'ordonnant qu'exceptionnellement l'audition de témoins. S'agit-il d'un arrêt de cour d'assises ? Les réponses faites régulièrement par le jury étant maintenues, les débats au fond ne seront repris que partiellement, parfois même le renvoi ne portera que sur la seule application de la peine.

Désir d'éviter le plus possible les cassations en matière criminelle. — Logiquement une telle considération conduirait à la suppression pure et simple du pourvoi.

Respect des décisions de justice. — Mais ce n'est que par une application scrupuleuse de la loi que les décisions de justice s'imposeront au respect de tous.

Nous concluons. — La théorie de la peine justifiée ne repose sur aucun texte. Elle lèse de façon incontestable les intérêts du condamné et a pour résultat de donner l'autorité de la chose jugée à des décisions que la Cour suprême à déclarées illégales.

II. — *Récidive et relégation.*

L'application, soit des pénalités aggravées qu'édictent les articles 56, 57, 58, 474, 478, 482 et 483 du

Code pénal, soit de la peine instituée par la loi du 27 mai 1885, comporte des motifs spéciaux.

RÉCIDIVE

Toute décision de condamnation, qui, se fondant sur l'état de récidive du prévenu, fait application à celui-ci des articles précités du Code pénal, doit expressément constater que les conditions légales sont remplies. La Cour de Cassation ne devant pas examiner le fond du débat mais seulement la décision qui lui est déférée, c'est dans cette décision même qu'elle devra trouver toutes les précisions nécessaires. Ni les aveux que le prévenu a pu faire au cours de l'information ou à l'audience, ni les mentions du casier judiciaire, ni les documents versés au dossier, ne pourront suppléer les énonciations formelles qui incombent au juge du fond.

La jurisprudence de la Cour de Cassation est à cet égard particulièrement rigoureuse, et nombreux sont les arrêts et jugements cassés pour constatation insuffisante de l'état de récidive.

Sont nulles, évidemment, les décisions qui déclarent le prévenu en état de récidive, sans autre précision (Arrêts des 18 décembre 1908. B. 509. — 25 mars 1910. B. 163. — 17 juin 1911. B. 319. — 17 janvier 1913. B. 34. — 1^{er} mars 1913. B. 109. — 30 mai 1913. B. 260.).

Mais sont nulles encore les décisions qui font application des peines de la récidive, sans mentionner expressément :

1° La date de la condamnation, constitutive du premier terme de la récidive (Arrêts des 17 décembre 1904. B. 536. — 23 mars 1905. B. 134. — 5 février 1909. B. 78. — 19 février 1910. B. 88. — 10 janvier 1913. B. 13.);

2° La juridiction de laquelle émane cette condamnation ;

3° La cause de la condamnation (Arrêts des 3 novembre 1900. B. 317. — 20 août 1903. B. 317. — 25 octobre 1912. B. 510.);

4° La peine prononcée (Arrêts des 28 juin 1895. B. 190. — 10 juillet 1897. B. 244. — 7 mars 1907. B. 116.);

5° Le caractère définitif de la condamnation, au moment où a été commise l'infraction qui motive la deuxième poursuite (Arrêts des 12 janvier 1907. B. 24. 4 décembre 1908. B. 483. — 12 août 1909. B. 439. — 25 mars 1910. B. 165. — 21 juillet 1910. B. 397. — 25 août 1910. B. 478. — 9 novembre 1911. B. 507. — 14 décembre 1911. B. 588. — 9 mai 1913. B. 239.).

Il ne suffira pas de déclarer que la peine a été « subie », une peine pouvant être subie sans être définitive (Arrêt du 25 novembre 1911. B. 548.).

L'appréciation du caractère définitif d'une condamnation constituant une question de droit, pour laquelle le juge du fond est soumis au contrôle de la Cour de Cassation, la décision ne pourra se borner à une affirmation pure et simple. Elle devra fournir les indications nécessaires pour l'examen de la Cour suprême. Le juge du fond précisera donc si la condamnation cons-

titutive du premier terme de la récidive a été prononcée contradictoirement ou par défaut (Arrêts des 27 juin, 18 juillet, 3 août, 31 octobre et 27 décembre 1912. B. 351, 414, 454, 533 et 676), et, dans ce dernier cas, si le jugement a été régulièrement signifié (Cass. 23 mai 1908. B. 215), et s'il a été signifié à personne ou à domicile (Cass. 18 avril 1913. B. 196), toutes mentions indispensables pour que la Cour de Cassation puisse vérifier, au vu des dispositions de l'article 187 du Code d'instruction criminelle, le caractère définitif de la condamnation prononcée.

Faute par le jugement ou l'arrêt de préciser l'une quelconque des indications ci-dessus, l'application des peines de la récidive est considérée comme dépourvue de motifs et la décision cassée en vertu de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810.

En matière de récidive, comme du reste en matière de relégation, la Cour de Cassation formule même une exigence spéciale qui ne nous paraît reposer sur aucun texte de loi.

Elle veut que le juge du fond indique la source à laquelle il a puisé la preuve de la récidive (Arrêts des 9 février 1901. B. 47. — 3 mai 1901. B. 142. — 29 août 1901. B. 241. — 13 juin 1902. B. 219. — 21 février 1903. B. 86. — 20 août 1903. B. 318. — 21 janvier 1905. B. 32. — 10 février 1905. B. 71.). Nous estimons que, si l'appréciation de la première condamnation, au point de vue de son caractère définitif et de sa portée légale, cons-

titue incontestablement une question de droit, il n'est pas de même de l'affirmation du juge du fond relativement à l'existence de cette condamnation. Quand le juge déclare que telle condamnation, émanée de tel tribunal, est applicable à tel prévenu, il tranche, selon nous, une question de fait et statue souverainement.

RELÉGATION

Les principes sont exactement les mêmes en matière de relégation. Toute décision qui prononce cette peine doit contenir les indications nécessaires pour que la Cour de Cassation puisse vérifier si les conditions exigées par la loi du 27 mai 1885 étaient réunies :

1^o Mention de chacune des condamnations entrant en ligne de compte, juridictions dont elles émanent, dates, peines prononcées, nature des délits (Arrêts des 9 novembre 1901. B. 277. — 18 novembre 1909. B. 529. — 9 mars 1911. B. 137);

2^o Précisions formelles permettant de s'assurer que chacune des condamnations a été prononcée à raison d'une infraction commise postérieurement à la date à laquelle la condamnation précédente était devenue définitive (Arrêts des 3 avril 1909. B. 210. — 12 mars 1910. B. 134. — 21 juillet 1911. B. 373. — 28 octobre 1911. B. 476. — 24 novembre 1911. B. 540. — 3 février 1912. B. 76. — 7 juin 1912. B. 303. — 26 octobre 1912. B. 518. — 21 novembre 1912. B. 560. — 6 décembre 1912. B. 615. — 7 décembre 1912. B. 621);

3° Au cas de condamnation à la relégation prononcée contre un mineur de 21 ans, énonciations suffisantes pour que la Cour suprême puisse contrôler si le prévenu aura atteint sa majorité à l'expiration de la peine principale (Cass. 6 janvier 1912. B. 14.) ;

4° Eléments de preuve sur lesquels le juge s'appuie pour affirmer l'existence des condamnations (Arrêts des 30 octobre 1897. B. 339. — 23 mars 1901. B. 100. — 28 mars 1901. B. 101. — 16 mai 1902. B. 191. — 18 mars 1904. B. 158. — 1^{er} septembre 1904. B. 412.).

III. — *Sursis à l'exécution de la peine.*

Tout jugement ou arrêt qui accorde au prévenu le bénéfice du sursis, institué par l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891, doit expressément indiquer que ledit prévenu n'avait subi aucune condamnation antérieure à l'emprisonnement pour crime ou délit de droit commun. C'est, en effet, la condition essentielle pour que le sursis puisse être accordé. A défaut de cette indication, la décision manque de motifs et est cassée par application de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 (Arrêts des 30 mars 1905. B. 155. — 8 janvier 1910. B. 8. — 24 mai 1912. B. 286.).

L'affirmation formulée par le juge du fond est, du reste, souveraine. Alors même que sa déclaration, à cet égard, serait erronée et que l'erreur résulterait, avec évidence, des pièces de la procédure, notamment des énonciations

du casier judiciaire, la cassation ne serait pas encourue :
 « Attendu », lisons-nous dans un arrêt du 26 mars 1909(1),
 « qu'il est allégué par le Procureur général que C...
 « aurait été l'objet d'une précédente condamnation et,
 « par suite, ne se trouvait pas dans les conditions, pré-
 « vues par l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891, pour
 « que le sursis lui fût accordé ; mais attendu qu'il est
 « énoncé dans l'arrêt que le prévenu n'avait été l'objet
 « d'aucune condamnation antérieure ; que les faits d'une
 « prévention sont souverainement constatés par le juge
 « du fond ; que, s'il appartient à la Cour de Cassation
 « de contrôler la manière dont il les a appréciés et dont
 « il leur a fait application de la loi, il n'est pas dans
 « ses attributions de réviser ces faits eux-mêmes et d'y
 « substituer ou ajouter des faits nouveaux » (2).

IV. — *Circonstances atténuantes.*

L'application de l'article 463 du Code pénal comporte-t-elle l'obligation de motifs spéciaux ? La négative est certaine.

Il résulte, en effet, du texte même de l'article 463 que le législateur s'est abstenu, non seulement de définir les circonstances atténuantes, mais de formuler une précision quelconque sur les conditions auxquelles leur admission serait subordonnée. Il a entendu s'en rappor-

(1) B. 196.

(2) Dans le même sens : arrêt du 21 novembre 1913. B. 516.

ter à l'appréciation souveraine des juges du fond. Aucun motif ne sera donc exigé et la simple déclaration : « Il existe des circonstances atténuantes » suffira.

Tel est le principe consacré par une jurisprudence constante. La Cour de Cassation en a même poussé l'application jusqu'à la limite extrême. Alors qu'elle veut que le juge du fond réponde à toutes les conclusions prises devant lui par les parties, elle le dispense de cette obligation lorsque les conclusions n'ont d'autre objet que l'admission des circonstances atténuantes : « Attendu », porte un arrêt du 29 novembre 1913 (1), « que le demandeur a pris des conclusions subsidiaires « par lesquelles il a demandé que le bénéfice des circonstances atténuantes lui fût accordé, à raison de troubles « mentaux dont il serait atteint ; attendu que le droit « donné au juge de reconnaître et de déclarer qu'il existe « des circonstances atténuantes est purement discrétion- « naire ; que le juge n'est point tenu, dès lors, quand il « n'accorde pas les circonstances atténuantes, de donner « les motifs de sa détermination et que son silence suffit « pour la justifier. »

La règle que nous venons d'exposer a soulevé de vives critiques. Des criminalistes éminents souhaitent une modification de l'article 463. Ils estiment, d'une part, que la loi devrait définir les circonstances atténuantes, d'autre part, que le juge devrait préciser les

(1) B. 534.

raisons pour lesquelles il en accorde le bénéfice au prévenu.

I. — Une définition légale des circonstances atténuantes est-elle possible ? On le soutient (1) et c'est, dit-on, le système admis par les législations d'Allemagne, d'Autriche, d'Espagne et du Brésil. Sans rechercher s'il y a lieu de considérer vraiment comme une définition précise cette formule du Code espagnol : « Et toute autre circonstance de même valeur et analogue aux circonstances atténuantes » (2), nous répondrons que l'institution des circonstances atténuantes, telle que l'a voulue en France le législateur de 1832, ne comporte pas de définition. « Les circonstances atténuantes », dit M. Bertauld (3), « sont partout où le juge croit les apercevoir... » « dans ce qui se lie à l'infraction et dans ce qui ne s'y lie » « pas, dans la qualité, dans la position, dans les antécédents de l'agent, dans son repentir, en un mot dans » « tout ce qui peut jeter sur lui de l'intérêt. » « Préciser » « les circonstances reconnues comme atténuantes », dit à son tour M. Garraud (4), « est un procédé qui » « aurait l'inconvénient pratique de ne pas permettre » « aux juges de puiser dans une appréciation d'en-

(1) BONNEVILLE DE MARSANGY. — *Amélioration de la loi criminelle*, 1864, page 583 à 588.

(2) Code pénal espagnol, chapitre III, article 9.

(3) BERTAULD. — *Cours de Code pénal*, 18^e leçon.

(4) GARRAUD. — *Traité théorique et pratique de droit pénal*, 2^e éd., t. II, p. 562.

« semble les motifs de leur atténuation et serait contraire
« à l'essence des circonstances atténuantes qui sont,
« de leur nature, indéfinissables et illimitées. »

Comment pourrait-il en être autrement ? L'institution des circonstances atténuantes n'a pas eu seulement pour but de permettre au juge de tenir compte du degré de perversité du coupable, elle a été surtout considérée comme un moyen de perfectionnement d'une législation pénale dont les vices apparaissaient aux yeux de tous. Moyen de perfectionnement bien rudimentaire à la vérité et qui aboutit à transformer le juge en législateur. Mais, quelque défectueux que puisse être le système adopté en 1832, il est hors de doute que, pour les rédacteurs de l'article 463, aucune définition n'était possible. Déterminer les cas dans lesquels le juge sera autorisé à admettre les circonstances atténuantes nécessiterait, non pas seulement une modification de l'article 463, mais une refonte complète de notre Code pénal.

II. — On demande tout au moins que le juge soit tenu de motiver l'admission des circonstances atténuantes ; et certains (1) voudraient même que cette obligation fût imposée au jury. Nous nous sommes déjà expliqué sur l'impossibilité pratique à laquelle se heurterait pareille réforme. Mais ce qu'on ne peut exiger du jury, conviendrait-il de le demander aux magistrats ?

(1) GINESTE. — *Essai sur l'histoire et l'organisation du jury criminel*. 1896, p. 188.

« N'est-il pas inadmissible, dans notre siècle positif », disait M. le Procureur général Loubat au IV^e congrès national de droit pénal tenu à Grenoble en 1912, « que
 « les juges puissent se borner à affirmer que les circons-
 « tances atténuantes existent, sans être tenus d'en
 « donner les raisons ?... Les circonstances atténuantes
 « sont-elles une chose aussi impondérable, aussi abs-
 « traite et difficile à préciser et la langue française
 « est-elle impuissante à le faire ? Je ne le crois pas. Si
 « les raisons d'atténuation résultent de l'ensemble des
 « faits, de l'âge, des mobiles, de la faiblesse du carac-
 « tère, de la maladie, de la misère, de la minimité du
 « délit, le juge en sera quitte pour le dire un peu plus
 « longuement. Si c'est la seule sévérité de la peine qui
 « l'effraie, il le dira aussi ; mais il faudra qu'il le dise,
 « et souvent, en présence de cette obligation, il recu-
 « lera...

« On dit que l'obligation de motiver les circonstances
 « atténuantes encouragerait les clauses de style pour
 « tourner la loi. Je réponds qu'il serait difficile de trou-
 « ver une clause de style plus banale, plus vide, plus
 « insignifiante que celle d'aujourd'hui : « Attendu qu'il
 « existe des circonstances atténuantes... ». Il faudra
 « tout au moins dire en quoi elles consistent et il ne
 « sera peut-être pas aussi facile qu'on le croit d'a-
 « dopter une formule passe-partout. »

Nous ne partageons pas l'avis de M. le Procureur général Loubat sur la difficulté que présenterait la ré-

daction d'une clause de style. Au bout de peu de mois, la réforme projetée n'aurait d'autre résultat que l'adjonction aux jugements ou arrêts d'une formule plus ou moins vague sur la rigueur des sanctions pénales et l'amendement possible du délinquant.

L'emploi de cette formule est-il donc si désirable ? De deux choses l'une : ou bien la Cour de Cassation n'aura pas le droit d'examiner la sincérité et la portée des motifs donnés par le juge, et alors rien ne sera changé ; ou bien elle pèsera ces motifs et appréciera s'ils justifient ou non l'admission des circonstances atténuantes. Or, que pourront être ces motifs ? Des impressions que le juge aura puisées dans les débats, dans l'attitude du prévenu à l'audience, dans l'expression de son repentir. Vérifier ces impressions, ce sera reprendre le procès au fond devant la Cour suprême, transformée ainsi en troisième degré de juridiction.

Ce que poursuivent les promoteurs de ce système, c'est évidemment moins une modification de procédure qu'un moyen indirect de parvenir à une répression plus énergique de la criminalité. Sans doute, ne pensent-ils pas avec Montesquieu que « la cause de tous les relâchements vient de l'impunité des crimes et « et non de la modération des peines » (1). En tous cas, il nous paraît certain que le procédé qu'ils préconisent serait dépourvu d'effet.

(1) MONTESQUIEU. — *Esprit des lois*. Livre VI, chap. XII.

Il est d'ailleurs fort douteux qu'il soit jamais adopté par le Parlement. Afin de sauvegarder les intérêts du Trésor, la loi du 29 mars 1897 (art. 19) avait tenté de restreindre l'admission des circonstances atténuantes : « En matière de contributions indirectes, et par application de l'article 463 du Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux sont autorisés, lorsque la bonne foi du contrevenant sera dûment établie, et en motivant expressément leur décision sur ce point, à modérer le montant des amendes ». Huit années plus tard, cette exigence était abandonnée : l'article 23 de la loi du 6 août 1905 ne demande plus de motifs spéciaux, mais seulement l'affirmation de la bonne foi du contrevenant. Ainsi, dans la matière où les droits de la partie poursuivante sont défendus avec le plus d'énergie, l'affirmation par le juge du fond que la bonne foi du contrevenant est établie suffit pour légitimer l'admission des circonstances atténuantes.

V. — *Non imputation de la détention préventive.*

Aux termes de l'article 24 du Code pénal, modifié par la loi du 15 novembre 1892, la non imputation ne peut résulter que d'une « disposition spéciale et motivée ».

La Cour de Cassation applique rigoureusement cette règle. — Non seulement elle casse les arrêts qui, refusant le bénéfice de l'imputation de la détention préventive, n'appuient d'aucun motif cette décision spéciale

(Arrêts des 8 février 1902. B. 58. — 21 mars 1902. B. 117. — 30 mars 1905 B. 154. — 12 mai 1906. B. 203. — 4 juin 1910. B. 291. — 10 juin 1910. B. 302 et 303. — 30 juin 1910. B. 344 et 348. — 22 mai 1913. B. 242.), mais elle déclare insuffisant le motif tiré de ce que « le prévenu n'a produit à l'appui de son appel aucun motif sérieux » (Arrêts des 12 avril 1902. B. 140. — 9 février 1906. B. 69.), et même le motif pris de ce que « le prévenu n'a pas justifié du mérite de son appel qui « ne paraît avoir été émis que pour prolonger la durée de « la détention préventive » (Arrêts des 15 février 1902. B. 74. — 27 mars 1902. B. 132. — 10 mai 1902. B. 185.).

Sur ce dernier point, nous croyons devoir faire les plus expresses réserves. Il résulte en effet des travaux préparatoires que le législateur de 1892 a voulu éviter qu'un prévenu n'interjette appel que pour retarder le jour où il serait soumis au régime des condamnés : « Le coupable », disait M. Morellet dans son rapport au Sénat (1), « peut, dans le seul but de se libérer le plus possible, « sous forme de détention préventive, du châtiment « par lui encouru, chercher à prolonger par son fait « le temps de la prévention et retarder systématique- « ment le moment de son jugement définitif. Le pou- « voir donné au juge de n'imputer que pour partie ou « même de ne pas imputer du tout la détention « préventive lui permet de déjouer de tels calculs. »

(1) *Journal. Officiel. Documents parlementaires* ; mars 1891, p. 2236, col. 1.

VI. — *Non cumul des peines.*

Quand le juge ordonne que la peine par lui prononcée se confondra ou ne se confondra pas avec telle autre peine encourue par le même prévenu, il doit donner à l'appui de son dispositif des motifs qui permettront à la Cour de Cassation de vérifier si les prescriptions de l'article 365 du Code d'instruction criminelle n'ont pas été méconnues.

Un arrêt d'annulation du 22 octobre 1909 (1) précise très exactement la jurisprudence de la Cour suprême à cet égard : « Attendu que l'arrêt attaqué, en condamnant P. à 4 mois de prison et 1.000 francs d'amende, « a ordonné que ces peines ne se confondraient pas « avec la peine prononcée contre P. par arrêt du même « jour ; mais que cet arrêt n'a fait connaître ni quelle « est cette peine, ni pour quels faits, ni dans quelles « conditions elle a été prononcée ; qu'en cet état la « Cour de Cassation est dans l'impossibilité d'exercer « son contrôle et de vérifier si le maximum de la peine « n'a pas été dépassé, qu'ainsi il y a eu violation de « l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 ».

Ici encore, l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 a fourni à la Cour suprême le moyen d'assurer l'application et l'uniformité d'interprétation de la loi.

(1) B. 476.

CHAPITRE VI.

DES DÉCISIONS SUR INCIDENTS.

Aux termes de l'article 408 du Code d'instruction criminelle, la nullité est encourue « lorsqu'il aura été
« omis ou refusé de prononcer, soit sur une ou plu-
« sieurs demandes de l'accusé, soit sur une ou plusieurs
« réquisitions du ministère public, tendant à user
« d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi, bien
« que la peine de nullité ne soit pas textuellement atta-
« chée à l'absence de la formalité dont l'exécution
« aura été demandée ou requise ».

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude d'examiner les diverses difficultés de procédure que soulève la règle posée par l'article 408. Nous nous bornerons à résumer d'un mot les principes admis par la Cour de Cassation.

Le juge est tenu de statuer sur tous les chefs des conclusions prises par les parties (Arrêts des 28 mai 1909. B. 295. — 9 juillet 1910. B. 372. — 5 novembre 1910. B. 545. — 8 décembre 1910. B. 609. — 16 décembre 1910. B. 636. — 4 mai 1911. B. 232. — 28 septembre 1911. B. 452. — 26 octobre 1912. B. 519. — 23 novembre 1912. B. 578. — 7 décembre 1912. B. 618. — 17 janvier 1913.

B. 39.), sous la seule condition que ces conclusions aient été régulièrement formulées (Arrêts des 13 février 1885. B. 60. — 4 août 1893. B. 229.).

Peu importe le caractère principal ou subsidiaire des conclusions (Arrêt du 17 mars 1899. B. 56.), à moins toutefois que la décision sur les conclusions principales n'implique nécessairement rejet des conclusions subsidiaires (Cass. 18 mai 1900. B. 186.).

L'obligation, énoncée par l'article 408, concernant les conclusions prises par le prévenu, s'étend aux conclusions prises par la partie civile (Arrêt du 7 juillet 1899. B. 192.), mais non à celles émanant du ministère public dans le cas où, n'étant que partie jointe, il n'est pas admis à formuler des « réquisitions » : « Attendu », dit un arrêt du 23 juillet 1857 (1), « que le jugement « d'acquiescement n'était déferé à la Cour impériale que « par le double appel de la partie civile et du prévenu « qui avait été débouté d'une demande reconvention- « nelle en dommages-intérêts ; que le ministère public « avait donc cessé d'être partie poursuivante et qu'il « ne procédait plus par voie de réquisitions pour l'exer- « cice de l'action publique ; qu'aussi n'a-t-il pris que de « simples conclusions ; qu'on ne peut donc invoquer à « ce sujet l'application du deuxième alinéa de l'article « 408. »

Enfin, si le juge est tenu de répondre aux chefs des

(1) B. 285.

conclusions, c'est-à-dire à leur dispositif, il n'est point tenu de répondre aux allégations et aux arguments insérés dans les motifs (Arrêts des 30 avril 1897. B. 148. — 6 janvier 1898. B. 1.).

Obligé de statuer sur les conclusions des parties, le juge est aussi obligé de donner les motifs de sa décision. Il ne suffira pas qu'il se borne à dire « qu'il n'y a lieu de s'arrêter aux conclusions prises par le prévenu, lesquelles ne sont pas justifiées » (Arrêt du 8 septembre 1910. B. 493.). Il devra justifier le dispositif de sa décision d'admission ou de rejet.

Par application de ce principe, la Cour de Cassation déclare nulles :

la décision qui, sans motifs, rejette une exception préjudicielle de propriété (Cass. 4 mars 1897. B. 82.);

la décision qui, sans motifs, rejette des conclusions aux fins d'expertise (Cass. 27 février 1897. B. 78. — 19 avril 1907. B. 183.);

la décision qui, sans motifs, rejette une demande de sursis présentée par le prévenu dans l'intérêt de sa défense (Arrêt du 14 mars 1890. B. 56.);

la décision qui, sans motifs, rejette un déclinatoire de compétence (Arrêt du 22 juillet 1899. B. 226.);

la décision qui rejette un déclinatoire de compétence en déclarant simplement « qu'il n'y a lieu de s'arrêter à cette exception » (Arrêt du 26 mai 1898. B. 200.);

la décision qui, sur une exception tirée de la chose jugée, se borne à déclarer « qu'en présence de la chose

« jugée il y a lieu de déclarer la demande irrecevable » (Arrêt du 8 mai 1890. B. 98.);

la décision qui rejette des conclusions aux fins d'examen mental en se bornant à dire « qu'il n'échet d'y « faire droit » (Arrêt du 3 novembre 1911. B. 491.);

la décision qui rejette des conclusions aux fins d'examen mental pour le seul motif « qu'il ne résulte d'aucune « pièce du dossier que le prévenu ne jouissait pas de la « plénitude de ses facultés mentales quand il a commis « le fait qui lui est reproché » (Arrêt du 11 avril 1907. B. 165.).

Les principes que nous avons posés concernant les décisions de condamnation et les décisions de relaxe recevront donc ici leur application. Quelle que soit la nature de l'incident soulevé, le juge devra répondre aux conclusions produites devant lui, statuer implicitement ou explicitement sur tous les chefs qu'elles contiendront et, pour chaque chef, fonder sa décision sur un motif adéquat au dispositif et justifiant celui-ci.

CHAPITRE VII.

DES DÉCISIONS RENDUES EN CAUSE D'APPEL.

L'obligation de donner des motifs incombe aussi bien aux juges d'appel qu'à ceux du premier degré ; l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 ne vise même expressément que les « Cours impériales », lesquelles, en principe, ne statuent au correctionnel que comme second degré de juridiction.

Qu'il s'agisse d'une Cour saisie, sur appel, d'un jugement rendu par un tribunal correctionnel, ou qu'il s'agisse d'un tribunal correctionnel saisi, sur appel, d'un jugement rendu par un tribunal de simple police, les règles à suivre sont les mêmes. Ce seront celles que nous avons indiquées dans les chapitres précédents. Relaxe, condamnation, décisions sur incidents, le juge d'appel aura toujours l'obligation de motiver son dispositif.

Comment motivera-t-il ? Pourra-t-il le faire par une simple référence à la décision attaquée ? L'article 7 de la loi du 20 avril 1810 n'interdit pas cette solution. Quel est, en effet, le vœu de la loi ? Que, d'une part, les raisons qui ont déterminé le juge apparaissent aux yeux de tous ; que, d'autre part, la Cour suprême soit mise

en mesure d'exercer son droit de contrôle. Pour atteindre ce but, point n'est besoin que la décision soit expressément motivée.

De même que sont suffisants des motifs implicites, lorsque, malgré le silence gardé par le juge sur un chef, sa pensée résulte clairement de ses énonciations relatives à un autre, de même une décision en cause d'appel pourra satisfaire aux prescriptions de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 par un renvoi aux motifs donnés par les juges du premier degré. La règle pour les décisions d'appel est identique à celle qu'a consacrée la jurisprudence pour les décisions rendues sur opposition. Le juge qui statue sur opposition satisfait aux exigences de la loi en s'appropriant, purement et simplement, les motifs déduits dans le jugement de défaut, si, du moins, ces motifs eux-mêmes sont suffisants. En vertu du même principe, le juge du second degré est admis à faire siens les motifs donnés par le premier juge.

S'il estime que ces motifs justifient pleinement le dispositif, il pourra se borner à les adopter. Mais, au préalable, il devra peser ces motifs, s'assurer qu'ils ne sont ni équivoques, ni contradictoires, mais clairs et formels. Si, parmi ces motifs, il en est d'erronés, il les redressera ou les retranchera; celà, alors même que le motif erroné ne serait pas, par lui seul, de nature à entraîner nullité, le dispositif étant justifié par les autres éléments de la décision. Lorsque, son examen terminé, le juge d'ap-

pel estimera que les motifs donnés par le premier juge sont exacts et suffisants, il lui sera loisible de déclarer qu'il les incorpore à sa propre décision.

Il devra toutefois manifester nettement sa volonté à cet égard. Aucune formule sacramentelle ne sera exigée, pourvu que des expressions employées par le juge d'appel résulte clairement l'adoption des motifs fournis par le premier juge.

Par application de ces principes, la Cour de Cassation annule les décisions qui confirment sans adopter les motifs des premiers juges et sans donner elles-mêmes de motifs (Arrêts des 24 novembre 1900. B. 349. — 30 mars 1901. B. 114. — 15 juillet 1904. B. 314. — 17 décembre 1904. B. 538. — 28 septembre 1905. B. 453. — 18 juillet 1907. B. 329. — 14 novembre 1907. B. 457. — 18 décembre 1909. B. 605.).

Elle valide, au contraire, les décisions qui, sans donner la formule habituelle : « Adoptant les motifs des premiers juges », ont employé toute autre expression ne laissant aucun doute sur la volonté des juges d'appel. Ainsi, sont suffisantes les formules :

« Attendu que les premiers juges ont bien apprécié « les faits et appliqué la peine dans une juste mesure » (Cass. 17 juillet 1857. B. 275.);

« Attendu que les premiers juges ont fait une saine « et exacte appréciation des faits et circonstances de la « cause » (Cass. 19 juin 1874. B. 179.);

« Attendu que c'est à bon droit que le Tribunal a fait

« application des textes de loi visés dans la citation » (Cass. 31 janvier 1913. B. 55.).

Si le juge d'appel n'adopte point les motifs des premiers juges ou ne les adopte qu'en partie, il devra motiver sa propre décision. Il le fera exactement comme s'il était lui-même juge du premier degré et selon les règles que nous avons précisées.

La Cour de Cassation a fait récemment une application remarquable de cette doctrine dans l'espèce suivante : un individu est condamné à 6 mois d'emprisonnement et à la relégation ; sur appel interjeté par le ministère public, la Cour de Lyon déclare adopter les motifs des premiers juges touchant la culpabilité et, faisant droit à l'appel, élève l'emprisonnement à 18 mois, tout en maintenant la peine de la relégation ; mais aucun motif spécial n'est donné pour l'application de cette dernière peine, la référence aux motifs des premiers juges ne visant que la « culpabilité ». La Cour de Cassation annule *in parte qua* (Arrêt du 15 janvier 1914.).

D'une manière générale, dès qu'il n'y a plus adoption de motifs, la décision d'appel doit satisfaire par elle-même aux prescriptions de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810. Même obligation de motiver les réponses faites aux conclusions prises par les parties, même obligation de justifier tout le dispositif, qu'il s'agisse d'une décision d'infirmer impliquant le rejet des motifs fournis par le premier juge ou qu'il s'agisse de toute autre décision. Citons, à titre d'exemple, un arrêt du

22 février 1913 (1), dans une espèce où une Cour, saisie de l'appel d'un jugement rendu par un tribunal correctionnel par application de l'article 192 du Code d'instruction criminelle, s'était bornée à déclarer l'irrecevabilité de l'appel : « Attendu qu'il appartenait à la Cour « d'appel de vérifier si la décision du tribunal était « vraiment en dernier ressort, qu'en déclarant purement et simplement l'appel irrecevable, par le motif « que le jugement frappé d'appel avait, ainsi qu'il pouvait le faire, qualifié les faits de contravention de « simple police et en n'examinant pas la valeur de cette « qualification, la Cour d'appel a méconnu et violé... ». La décision d'irrecevabilité d'appel n'était pas, en effet, une confirmation susceptible d'être justifiée par une adoption pure et simple de motifs. C'était une décision propre aux juges du second degré. Dès lors, la règle de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 devait recevoir application. »

En résumé, aucune différence n'est à établir, au point de vue de l'obligation de motiver, entre les juridictions du premier degré et celles du second degré. Et la faculté d'adoption de motifs doit être considérée non comme une exception à la règle légale, mais comme un procédé pratique mis à la disposition du juge du deuxième degré, afin d'éviter des répétitions inutiles, par une simple référence, dont l'effet est d'incorporer à la décision d'appel tout ou partie de la décision du premier juge.

(1) B. 99.

CONCLUSION

Nous avons indiqué, dans ses grandes lignes, l'interprétation donnée par la Cour de Cassation à l'article 7 de la loi du 20 avril 1810. Nous avons précisé les juridictions auxquelles ce texte a été déclaré applicable et nous nous sommes efforcé de déterminer la portée exacte de l'obligation, à laquelle elles ont été astreintes, de motiver leurs décisions. Il nous reste à apprécier, dans son ensemble, la jurisprudence suivie par la Cour suprême.

Au début même de cette étude, nous disions qu'une œuvre considérable a été réalisée. Nous ne sommes plus au temps où l'indulgente formule « pour les cas résultant du procès » suffisait pour couvrir les violations de la loi. Satisfaction a été donnée aux vœux répétés de nos anciens juriconsultes et aux doléances exprimées dans les cahiers de 1789. Et si imprécise et si imparfaite que soit la rédaction du texte dans lequel est condensée la législation nouvelle, du moins le principe est-il nettement proclamé.

L'article 7 ne vise que les arrêts des Cours impériales. Domaine d'application bien étroit ; mais la Cour de

Cassation ne craint pas de l'étendre. D'autre part, soucieuse d'exercer le contrôle qui lui permettra d'assurer l'uniformité d'interprétation de la loi, elle affirme son droit de vérification de toutes les qualifications légales.

Cette jurisprudence paraît-elle alors trop hardie ? Les pourvois ne vont-ils pas se multiplier d'une façon excessive et le but poursuivi par la Cour suprême ne sera-t-il atteint qu'au prix d'une diminution de l'autorité due aux décisions de justice ?

A cette appréhension s'en joint une autre. Peser les motifs donnés par le juge, en vérifier la portée, contrôler la légalité des qualifications, cela ne va-t-il pas conduire la Cour suprême à entrer, malgré elle, dans l'examen des faits, réservé par la loi à la seule appréciation des juges du fond ? La Cour de Cassation ne va-t-elle pas se transformer en « Cour souveraine et universelle d'appel » ?

Un mouvement de recul se produit. Mais la distinction imaginée par le Président Barris ne repose que sur une apparence et est promptement abandonnée, tout au moins dans ses données générales. Revenant à son opinion première, la Cour de Cassation proclame son droit de vérifier les qualifications légales même pour les délits non définis. Seulement, au lieu d'énoncer clairement le principe et d'en déduire logiquement les conséquences, elle procède par espèces, sans idée directrice, exigeant pour telle inculpation ce qu'elle ne

demande point pour telle autre et faisant entre les divers délits des distinctions qu'elle-même ne tente point de justifier.

« Constatation souveraine des juges du fond », telle est la formule à l'abri de laquelle la Cour suprême abdique trop souvent son droit de contrôle. Or, nous avons démontré qu'il y a place pour deux souverainetés : celle des juges du fond, quand ils énoncent les faits matériels par eux constatés et affirment leur intime conviction ; celle de la Cour de Cassation, quand elle vérifie le rapport établi par les juges du fond entre les faits déclarés constants et la loi. Comment cette vérification se fera-t-elle s'il est permis au juge d'user d'une formule imprécise et vague, qui ne laisse rien connaître de la cause qui lui était soumise et des motifs qui ont dicté sa décision ?

Parfois, cependant, la Cour suprême revient à une application rigoureuse des principes. Peut-être même lui arrive-t-il, dans l'affirmation de son droit, d'empiéter sur le domaine dévolu au juge du fond. Nous avons noté, dans les arrêts des 2 janvier et 1^{er} mai 1903, des manifestations intéressantes de cette tendance.

Les hésitations de la jurisprudence sont-elles uniquement imputables à la Cour de Cassation ? Ne convient-il pas de les attribuer, pour partie, à la rédaction défectueuse de la loi ? Avant de répondre à cette question, indiquons, d'un mot, les solutions admises par quelques législations européennes.

La règle édictée par l'article 7 se retrouvait en termes presque aussi laconiques dans l'article 323 de l'ancien Code de procédure pénale italien de 1866.

« Chaque sentence devra contenir (à peine de nullité) :

« 2° l'énonciation des faits qui forment l'objet de la poursuite ;

« 3° les motifs sur lesquels la sentence est fondée ».

Le Code de 1913, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1914, n'est guère plus explicite. L'article 414 porte :

« La sentence contient (à peine de nullité) :

« 2° l'énonciation des faits qui forment l'objet de la poursuite ;

« 3° les motifs de fait et de droit sur lesquels la sentence est fondée ».

L'article 270 du Code d'instruction criminelle autrichien de 1874 est plus précis :

« La minute du jugement doit contenir... : 7° les
« motifs de la décision..., un exposé résumé, mais aussi
« précis que possible, des faits, des motifs qui les ont
« fait considérer par la Cour comme démontrés ou non
« démontrés, des arguments qui ont déterminé la Cour
« dans la décision des questions de droit et le rejet des
« objections présentées ; et, en cas de condamnation, des
« circonstances aggravantes ou atténuantes que la Cour a
« reconnues. En cas d'acquittement, il y a lieu d'indiquer
« clairement lequel des motifs, énumérés en l'article 259
« (irrecevabilité de la poursuite, abandon de l'accu-
« sation, faits non constants ou non punissables), a dé-
« cidé la Cour à le prononcer. »

En Espagne, le législateur a tenté une classification des motifs. L'article 142 du Code de procédure pénale espagnol de 1882 porte :

« Les sentences seront rédigées conformément aux règles suivantes :

« ... 2° seront consignés, sous forme d'attendus numérotés, les faits compris dans les questions que l'arrêt doit résoudre, en indiquant, d'une façon expresse et formelle, ceux qui seront considérés comme prouvés ;

« 3° seront consignées les conclusions définitives de l'accusation et de la défense et celles que, le cas échéant, aura proposées le tribunal en vertu de l'article 733.

« 4° seront aussi consignés en paragraphes numérotés qui commenceront par le mot « considérant » :

« a) les motifs juridiques et légaux de la qualification des faits considérés comme prouvés ;

« b) les motifs juridiques et légaux établissant la participation de chacun des prévenus dans les faits dont il s'agit ;

« c) les motifs juridiques et légaux des circonstances atténuantes, aggravantes ou exclusives de responsabilité criminelle, au cas où elles se rencontreront dans l'affaire ;

« d) les motifs juridiques et légaux de la qualification des faits tenus pour constants, qui se rapportent à la responsabilité civile encourue par les prévenus ou par les autres personnes responsables figurant dans le procès, ainsi que les motifs figurant la question des

frais et, s'il y a lieu, la déclaration de plainte calomnieuse. »

La formule employée par le législateur allemand nous paraît préférable. Elle se trouve dans l'article 266 du Code de procédure pénale de 1879 :

« En cas de condamnation de l'accusé, le jugement devra indiquer, dans ses motifs, les faits tenus pour constants que le tribunal aura considérés comme présentant les caractères légaux de l'acte punissable.

« Si l'on a fait valoir, au cours des débats, l'existence de certaines circonstances prévues par la loi et qui sont de nature à exclure, à atténuer ou à aggraver la pénalité, le juge devra indiquer, dans ses motifs, si l'existence de ces circonstances a été ou non considérée comme prouvée.

« Les motifs du jugement de condamnation devront, en outre, indiquer la loi pénale qui a été appliquée et mentionner les circonstances qui ont déterminé le juge quant à la fixation de la peine. Si la loi pénale fait, d'une manière générale, dépendre l'application d'une peine moins forte de l'existence de circonstances atténuantes, le jugement devra, dans ses motifs, indiquer la décision qui aura été prise à cet égard, toutes les fois que l'existence de ces circonstances aura été reconnue ou que les conclusions prises, au cours des débats, en vue de les obtenir, auront été rejetées.

« En cas d'acquiescement de l'accusé, les motifs du jugement indiqueront si l'accusé a été reconnu non cou-

pable ou si, et par quels motifs, le fait reconnu pour constant a été considéré comme ne pouvant entraîner une condamnation. »

Ainsi, au cas de condamnation, énonciation des faits reconnus constants et considérés par le juge comme constitutifs du délit ; au cas d'acquiescement, indication des motifs qui ont déterminé, soit la déclaration que les faits ne sont pas établis, soit l'appréciation du caractère non punissable de ces faits. Tel est le système de la loi allemande. Diffère-t-il de celui consacré par l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 ?

Nous ne le croyons pas ; et nous pensons qu'une interprétation plus exacte de notre loi conduira la Cour de Cassation à exiger des juges du fond les précisions que nous venons de rappeler. Qu'a voulu le législateur de 1810 ? Que les arrêts soient motivés. Or, nous l'avons établi, il n'y a « motifs » que quand il y a justification du dispositif. Ni la reproduction d'un article du Code, ni une affirmation pure et simple par le juge du fond ne constitue une justification.

Nous ne méconnaissons ni les difficultés que présentait pour la Cour de Cassation l'application d'un principe tout nouveau, ni les efforts persévérants qu'elle a tentés pour briser des résistances nées d'une tradition plusieurs fois séculaire. Une plus parfaite unité de vues, une interprétation plus rigoureuse de l'article 7 seraient cependant désirables. Sans doute, et principalement en

matière criminelle, des annulations trop fréquentes peuvent constituer un danger. Déjà la Cour suprême se voit obligée de casser de nombreuses décisions. C'est ainsi qu'en 1911, sur 147 arrêts correctionnels annulés, 64, soit 43 %, l'ont été pour défaut ou insuffisance de motifs. En 1912, sur 177 cassations d'arrêts, 70, soit 39 %, ont été prononcées par application de l'article 7. Pour les onze premiers mois de l'année 1913, la proportion est de 47 sur 118, soit 40 %.³ Toute nouvelle exigence aura pour effet de multiplier les annulations. Si grave que soit cette considération, nous estimons qu'elle doit fléchir devant l'intérêt qui s'attache à ce que toutes les décisions de justice soient motivées, non en apparence et par une formule de style, mais en réalité selon la vérité des faits et en conformité des dispositions légales. C'est là, avons-nous dit, la plus haute garantie qui existe pour le magistrat comme pour le justiciable. C'est aussi le seul moyen efficace d'assurer la stricte application de la loi.

Vu :

Le Président de la Thèse,

R. GARRAUD.

Vu :

Lyon, le 27 mai 1914.

Le Doyen de la Faculté,

L. JOSSERAND.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 30 mai 1914.

Le Recteur de l'Académie de Lyon,

JOUBIN.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	I
CHAPITRE I. — Des juridictions auxquelles s'applique la règle édictée par l'article 7 de la loi du 20 avril 1810.....	15
SECTION I. — <i>Des juridictions d'instruction</i>	15
A). Le juge d'instruction.....	16
B). La chambre des mises en accusation.....	20
SECTION II. — <i>Des juridictions de jugement</i>	22
CHAPITRE II. — Des décisions auxquelles s'applique la règle édictée par l'article 7 de la loi du 20 avril 1810.....	30
CHAPITRE III. — Portée générale de la règle éditée par l'article 7 de la loi du 20 avril 1810.....	34
CHAPITRE IV. — Des décisions de relaxe.....	41
SECTION I. — <i>Principe général</i>	41
SECTION II. — <i>De l'acquittement pour motifs de fait</i>	45
SECTION III. — <i>De l'acquittement pour motifs de droit</i>	54
CHAPITRE V. — Des décisions de condam- nation.....	68

SECTION I. — <i>Déclaration de culpabilité</i>	69
I. Affirmation de la culpabilité.....	69
II. De la qualification légale	72
SECTION II. — <i>De l'application de la peine</i>	95
I. De la peine proprement dite.....	95
II. Récidive et relégation.....	107
III. Sursis à l'exécution de la peine..	112
IV. Circonstances atténuantes.....	113
V. Non imputation de la détention préventive.....	119
VI. Non cumul des peines.....	121
CHAPITRE VI. — Des décisions sur incidents.	122
CHAPITRE VII. — Des décisions rendues en cause d'appel.	126
CONCLUSION.....	131



